

Eugène Varga

Changements dans l'économie du
capitalisme au lendemain de la
Seconde Guerre mondiale

Extraits (4 chapitres)
1946

Source : la source primaire est : E. Varga, *Izmeneniya v ekonomike kapitalizma v itoge vtoroy mirovoy voyny*, Moscow : Ogiz Gosudarstvennoe izdatelstvo politicheskoy literatury, 1946, 320 s.

Le livre est présenté ainsi par un vendeur Russe :

« Ce livre est le résultat de six années de travail. Les chiffres et les faits sont empruntés à des documents reçus à Moscou, principalement à la fin de l'année 1945. Dans cet ouvrage, l'académicien E. S. Varga analyse les nouveaux phénomènes économiques engendrés par la Seconde Guerre mondiale et tente de prévoir le développement futur de l'économie capitaliste dans la période d'après-guerre.

Titres des 15 chapitres :

1. Le rôle accru de l'État dans l'économie des pays capitalistes. 2. La régulation de l'économie et l'absence de plan dans les pays capitalistes pendant la guerre. 3. Concentration et centralisation de la production et du capital pendant la guerre. 4. La tendance à l'appauvrissement dans l'économie de guerre des pays capitalistes. 5. Économie et technologie militaires. 6. La guerre et la main-d'œuvre. 7. Production pendant la guerre. 8. Réduction de la consommation civile pendant la guerre. 9. Fragmentation de l'économie mondiale capitaliste et évolution du commerce extérieur pendant la guerre. 10. La tendance à la baisse de la division internationale du travail et ses conséquences. 11. Les colonies en guerre. 12. L'inflation comme conséquence de la guerre. 13. Le déroulement du cycle industriel après la guerre. 14. Les changements démographiques pendant la guerre et leurs conséquences. 15. Perspectives sur le développement économique du capitalisme. »

Les 4 chapitres **en rouge** sont traduits en Anglais par André Mommen dans Eugen Varga, *Selected Political and Economic Writings*, Brill, 2020. C'est notre source directe. Les notes d'André Mommen et de MIA sont entre crochets [].

1.

Le rôle accru de l'État dans l'économie des pays capitalistes

L'une des caractéristiques les plus frappantes de la Seconde Guerre mondiale est le fait que *dans tous les pays bourgeois* – tant les pays belligérants que les pays neutres – *l'État a acquis un rôle décisif dans l'économie de guerre.*¹

Au cours des siècles passés, la relation de l'État avec l'économie a subi de nombreux changements.

Dans la période de plein développement du capitalisme industriel après la chute du féodalisme et la libération des forces productives de leurs chaînes féodales, le rôle de l'État se limitait à la protection de la propriété privée. C'était la période du libre-échange "manchestérien" et du *credo* selon lequel si tous les individus poursuivent leurs intérêts particuliers, la société peut maximiser sa richesse et l'État ne doit donc pas interférer dans l'économie capitaliste. La rationalité économique de cette théorie reposait sur le fait qu'à l'époque, le marché capitaliste s'étendait rapidement en raison du développement capitaliste et de l'inclusion d'éléments non capitalistes (paysans, travailleurs à domicile, ouvriers, etc.) dans le processus de circulation des marchandises. Par conséquent, la contradiction entre l'aspiration du capitalisme à une expansion illimitée et un pouvoir d'achat social limité n'était pas très claire ; cela ne se produisait que pendant une période de crise relativement courte du cycle industriel. La doctrine du libre-échange reflétait en premier lieu les intérêts de l'Angleterre, qui était à l'époque "l'atelier du monde".

Le rôle de l'État dans l'économie s'est accru en raison du développement déjà présent du caractère monopolistique du capitalisme et des contradictions croissantes entre les tendances expansionnistes du capital et les capacités de consommation limitées. Partout (sauf en Angleterre), la doctrine du libre-échange est remplacée par la doctrine du protectionnisme pratiqué par l'État. Celle-ci inspire des politiques protectionnistes du marché intérieur par le biais de tarifs douaniers, de marchés coloniaux monopolisés par les industries de la mère patrie, de subventions publiques, de pratiques de dumping, etc.

Pendant la Première Guerre mondiale, les activités économiques de l'État ont énormément augmenté. L'intervention de l'État en temps de guerre diffère cependant fondamentalement de celle du temps de paix. En temps de paix, l'État capitaliste aide les entreprises à trouver des *débouchés* rentables pour leurs produits. Pendant la guerre, lorsque la demande de produits de base (à quelques exceptions près) dépasse l'offre, que les "problèmes de commercialisation"² sont inexistantes et que les demandes de guerre battent tous les records, l'État influence la production et la consommation de manière à ce que les demandes de guerre soient toujours satisfaites en premier.

¹ [Publié à l'origine dans : E. Varga, *Izmeneniya v ekonomike kapitalizma v itoge vtoroy mirovoy voyny*, Moscow : Ogiz Gosudarstvennoe izdatelstvo politicheskoy literatury, 1946, Chap. 1, pp. 15-33 ; traduit en Anglais à partir de Eugen Varga, *'Die gewachsene Rolle des Staates in der okonomie der kapitalistischen Lander'*, *Veränderungen in der okonomie des Kapitalismus im Ergebnis des zweiten Weltkrieges*. Imprimé comme manuscrit pour les fonctionnaires, Zonenleitung der K.P.D., britische Zone, Spezialdruckerei Pittroff & Co. AAM 40 Wuppertal, classe B - 8127 9.471500]

² Nous traiterons ce problème plus en détail ailleurs dans ce livre [chapitre 3, *infra*, p. 34].

L'ingérence unilatérale de l'État dans l'économie pendant la Première Guerre mondiale a provoqué des changements profonds dans l'économie d'un pays.

Lénine commente ce phénomène :

Lorsque les capitalistes travaillent pour la défense, c'est-à-dire pour l'État, il ne s'agit évidemment plus de capitalisme "pur", mais d'une forme particulière d'économie nationale. Le capitalisme pur signifie la production de marchandises. Et qui dit production de marchandises dit travail pour un marché *inconnu* et libre. Mais le capitaliste qui "travaille" pour la défense ne "travaille" pas du tout pour le marché – il travaille sur *commande* du gouvernement, très souvent avec de l'argent prêté par l'État.¹

Il est bien connu que Lénine a caractérisé l'économie de guerre de la Première Guerre mondiale comme un "*capitalisme monopolistique d'État en temps de guerre*".² Cette caractéristique est tout à fait appropriée à la Seconde Guerre mondiale également. Cela signifie que l'économie de guerre des pays bourgeois n'est pas une sorte de socialisme de guerre, mais une économie *capitaliste*. Elle apparaît comme une économie de capitalisme monopoliste, alors que les intérêts des grands monopoles sont représentés de manière prédominante ; c'est une économie de guerre parce que la production et la consommation restent subordonnées aux préoccupations de guerre ; elle émerge comme un capitalisme d'État, parce que l'adaptation de l'économie est réalisée en fonction des préoccupations de guerre du pouvoir d'État représentant les intérêts coalisés de la bourgeoisie.

Après la fin de la première guerre mondiale, les activités régulatrices de l'État ont été rapidement réduites. Le rôle joué par l'État dans l'économie capitaliste pendant l'entre-deux-guerres reste cependant beaucoup plus important qu'avant la Première Guerre mondiale. L'État a également pénétré plus profondément dans l'économie, mais cette fois non pas au moyen de tarifs protecteurs, mais en utilisant des systèmes de quotas et des mesures d'interdiction d'importation, des contrôles des changes, des cartels obligatoires, des subventions d'État et des réorganisations, etc.

L'État a toutefois acquis une influence sans précédent sur l'économie pendant la Seconde Guerre mondiale. L'État a cependant acquis une influence sans précédent sur l'économie pendant la Seconde Guerre mondiale. Cela reflétait la nature de la Seconde Guerre mondiale et la nécessité d'utiliser autant que possible toutes les ressources disponibles du pays pour la guerre. Cela aurait été absolument impossible si l'anarchie totale de la production existant avant la guerre était restée en temps de guerre ; en temps de guerre, il aurait été impossible de décider de l'utilisation des matières premières, de la répartition des travailleurs, de la distribution de biens de consommation insuffisants à la population et de la fixation de leur prix en se fiant exclusivement au point de vue des entrepreneurs privés.

Si l'État n'avait pas majoritairement décidé du *type de biens à produire*, de nombreuses entreprises auraient préféré fabriquer des biens générant des profits plus élevés plutôt que de produire du matériel de guerre. Au lieu de produire des armes, elles auraient surtout fabriqué des voitures de luxe ; au lieu de construire des usines pour la production d'armement, elles auraient construit des manoirs pour les riches, etc. Si l'État n'avait pas réglementé *l'attribution des matières premières*, celles-ci auraient été achetées par les entreprises capables de les payer au prix le plus élevé. Ainsi, l'industrie de guerre n'aurait pas toujours acquis toutes les matières premières nécessaires.

Si l'État n'avait pas *réparti* la *main-d'œuvre* insuffisamment disponible, ce ne sont pas les entreprises chargées de la production de matériel de guerre qui auraient été approvisionnées en

¹ Lénine, vol. 25, pp. 68-9 [ed. Russe].

² [Varga fait probablement référence à Lénine, vol. 25, p. 357, ed. Russe].

premier lieu, mais celles capables de payer les salaires les plus élevés. Les forces physiques des ouvriers urbains, dont le rétablissement était pourtant indispensable pour assurer une production normale dans l'industrie de guerre, ne se seraient certainement pas reconstituées en raison d'une alimentation insuffisante.

En résumé, on peut dire que *l'État bourgeois, en tant qu'organisation de la bourgeoisie coalisée, a été contraint de soumettre les intérêts privés de certaines entreprises et personnes à la conduite de la guerre*. Bien sûr, cela n'aurait été qu'un succès partiel. Plus les différentes entreprises monopolistes sont fortes, plus il sera difficile pour l'État de soumettre les intérêts privés à l'économie de guerre, surtout si les représentants des monopoles et des organisations d'intérêts spéciaux exercent une influence déterminante sur les départements de réglementation de l'État.

Le rôle de l'État, le degré de son influence sur l'économie des pays capitalistes développés, dépend en premier lieu du rapport entre les ressources disponibles et les exigences de la guerre. Plus ce rapport devient défavorable, plus le rôle de l'État sera fort ; plus ce rapport est favorable, plus le rôle de l'État sera faible. L'influence de l'État était la plus forte en Allemagne, où toute activité économique, même celle de la collecte et de la livraison de fragments de verre, était "réglementée". Dans les autres pays belligérants, le rôle de l'État était le plus faible aux États-Unis, où d'énormes ressources naturelles étaient disponibles et où des secteurs particuliers de la vie économique avaient également échappé au contrôle de l'État en temps de guerre.

Les activités de régulation de l'État – afin de soumettre l'économie aux exigences de la guerre – sont en quelque sorte contradictoires. Plus l'État contrôle et réglemente, plus les travailleurs disparaissent du secteur productif. La bureaucratie d'État croît énormément. Aux États-Unis, le nombre de fonctionnaires et d'employés de bureau a augmenté pendant la guerre de 1,5 million de personnes. Les personnes employées par les entreprises d'État et les fonctionnaires travaillant pour les différents États et municipalités ne sont pas inclus dans ce chiffre. Nous ne disposons pas de données sur le nombre de fonctionnaires allemands pendant la guerre. Les informations publiées dans la presse¹ sur le quartier berlinois de Kreuzberg nous donnent une impression. Selon ce journal, environ 7.000 familles, ayant obtenu une carte d'alimentation de l'état civil, vivaient dans ce quartier. En outre, le bureau de l'état civil distribuait également des matières premières aux artisans vivant dans le même quartier. Environ 600 fonctionnaires étaient employés dans ce bureau d'enregistrement.

On avait enregistré quelque 20 millions de familles en Allemagne. Si l'on inclut les campagnes, où les paysans s'approvisionnent en denrées alimentaires et où les bureaux d'enregistrement ont un personnel moins nombreux, on peut néanmoins estimer à 1,5 million le nombre total de personnes travaillant dans les bureaux d'enregistrement (en Allemagne, on imprime chaque mois quelques dizaines de millions d'exemplaires de 62 sortes de cartes d'alimentation différentes). À ce nombre d'employés de bureau, il faut ajouter ceux du *Reichsnahrstand* – qui collecte tous les produits agricoles, c'est-à-dire les produits de chaque ferme individuelle – et aussi les employés de bureau qui contrôlent les prix, le commerce extérieur, les devises étrangères, l'enregistrement des matières premières et leur distribution, le système de transport, etc. On peut supposer que la bureaucratie d'État emploie – sans compter les énormes institutions répressives, telles que la Gestapo, les SS, etc. –

¹ *Berliner Börsen-Zeitung*, 3 mai 1942.

environ 4 millions de personnes. Les travailleurs des entreprises d'État, des municipalités et des chemins de fer ne sont pas inclus dans ce chiffre.¹

Nous allons maintenant essayer d'illustrer à l'aide de données statistiques le rôle que joue l'État dans l'économie de guerre.

a) L'État était le plus important acheteur de marchandises sur le marché. Dans les pays belligérants, l'État a acheté beaucoup plus de la moitié de tous les biens produits pendant la guerre. On peut prendre l'exemple de l'Angleterre.

Pendant la guerre, le revenu national de l'Angleterre a été dépensé comme suit :²

TABLEAU 1 **Le revenu national de l'Angleterre** (en pourcentage)

	1938	1941	1944
Dépenses de guerre	8	53	53
Consommation civile	87	62	57
Épargne	5	-	-
Diminution de la richesse nationale	-	15	10

On peut constater que plus de la moitié du revenu national travaillait pour l'effort de guerre. Les données suivantes sont disponibles pour 1943 (en millions de livres sterling) :

Revenu national	8,075
Dépenses de l'État	5,782

Source: *statistics relating to the war effort of the united kingdom 1944*, pp. 33-4

Nous pouvons supposer que 60 pour cent de toutes les dépenses de l'État ont un caractère matériel, c'est-à-dire des paiements pour des marchandises, et que 40 pour cent des dépenses ont un caractère personnel : salaires des fonctionnaires, des officiers de l'armée et des soldats, service de la dette (il est possible que le pourcentage des dépenses matérielles soit beaucoup plus élevé en raison des énormes dépenses militaires). En 1943, l'État anglais a acheté des biens pour une valeur d'environ 3 500 millions de livres sterling ; ce montant représente environ 45 pour cent du revenu national de l'Angleterre. Comme ce dernier comprend des sommes importantes qui ne représentent pas des valeurs nouvellement créées au cours de l'année écoulée, mais en réalité seulement une redistribution des revenus (salaires des fonctionnaires, honoraires des médecins, avocats, artistes, service de la dette, etc.), il est possible que l'État ait acheté plus de la moitié de toutes les valeurs incorporées dans les marchandises produites dans le pays.

Aux États-Unis, la situation est assez similaire. La part relative des dépenses des états est la suivante :³

¹ Par rapport aux données des USA : le nombre de travailleurs d'État et municipaux était de 5,9 millions au début de 1945. *Monthly Labor Review* 1945, 60, 3, p. 5.

² Données officielles dans "The statistical background", *The Economist*, 15 décembre 1945, p. 875.

³ *Bulletin de la Réserve fédérale*, 1944, 30,3, p. 479.

TABLEAU 2 **Part relative des dépenses de l'Etat américain** (en milliards de dollars)

Année	Production	Dépenses publiques (au cours de l'année fiscale)*		Consommation civile	Accumulation
		militaire	civile		
1941	120.5	13.3	13.2	74.6	19.4
1942	151.5	49.5	12.4	81.9	7.7
1943	187.8	82.5	12.3	90.9	2.2
1944	198.7	86.3	13.0	97.6	1.8

* L'année fiscale s'achève en juin.

Comme l'armée américaine était encore numériquement faible et que des sommes importantes étaient investies dans le développement des usines d'armement, les dépenses publiques pour l'achat de marchandises étaient alors plus élevées qu'en Angleterre. On peut supposer que la part des dépenses publiques pour les produits de base a atteint ici 75 %. Cela représente quelque 59 milliards de dollars pour l'année fiscale 1942-1943.

Le revenu national américain est estimé à quelque 110 milliards de dollars et pour 1943 à quelque 148 milliards de dollars.¹ Pour l'année budgétaire 1942/3, on peut donc supposer une dépense moyenne de 128 milliards de dollars. En déduisant (comme nous l'avons déjà fait pour l'Angleterre) les chiffres regroupés, les marchandises achetées par le gouvernement américain ne représentent que la moitié de toutes les nouvelles valeurs créées annuellement dans le pays. (Le montant mentionné ci-dessus concernant le revenu national américain inclut les salaires de tout le personnel des forces armées).²

La citation suivante du journal londonien *The Economist* du 25 décembre 1943 révèle l'importance particulière de l'État américain en tant qu'acheteur de marchandises.

Si la guerre devait se terminer aujourd'hui, il resterait en *suspens plus de 75 milliards de dollars de contrats de guerre* pour lesquels les livraisons n'ont pas encore été effectuées.³

Ce montant correspond à peu près à la production totale de l'industrie américaine avant la Seconde Guerre mondiale.

Aucune donnée n'est disponible pour l'Allemagne ; il est cependant évident que, par rapport aux pays anglo-saxons, l'État a acheté une part encore plus importante de toutes les marchandises produites.

b) La propriété de l'État a augmenté très fortement pendant la période de guerre.

En Angleterre, l'État a construit une partie importante (et même une partie prédominante aux États-Unis) des nouvelles usines d'armement, car les capitalistes ne voulaient pas prendre le risque de cet investissement. Aux États-Unis, l'État a construit des usines d'une valeur de 16 millions de dollars, alors que la valeur totale des usines privées s'élevait aux États-Unis à environ 50 à 60 milliards de dollars⁴ ; en outre, l'État a construit une nouvelle flotte commerciale de 15 à 20 millions de tonnes de

¹ *Bulletin de la Réserve fédérale*, mai 1944, p. 418.

² Ibid.

³ "American survey", *The Economist*, 25 décembre 1943, p. 846.

⁴ *Rapport supplémentaire du comité spécial chargé d'enquêter sur le programme de défense nationale*, 1944.

déplacement d'eau, etc. En Allemagne, une part importante des entreprises industrielles des pays occupés a été acquise par l'État ; ce transfert de propriété s'est fait soit directement, soit indirectement (par exemple par le biais des Hermann-Goring-Werke). En Italie – peut-être plus que dans tout autre pays – la participation de l'État dans l'industrie et les banques était d'une importance particulière.

c) En temps de guerre, une part beaucoup plus importante du revenu national était retirée par l'État à ses citoyens sous forme d'impôts qu'en temps de paix.

En Angleterre, l'évolution du revenu national et des recettes fiscales a été la suivante :¹

TABLEAU. 3. **Le revenu national de l'Angleterre et les recettes des impôts** (millions de livres sterling)

Année	1938	1940	1941	1942	1943	1944
Revenu national	4,804	5,744	6,436	7,088	7,684	8,043
Recette des impôts	1,016	1,254	1,831	2,343	2,881	3,154
Recette des impôts (%)	21	22	29	33	37	39

Dans tous les autres pays belligérants, la situation était similaire.

Aux États-Unis, les recettes fiscales (sans les droits de douane) s'élevaient à :²

TABLEAU 4. **Recettes fiscales des États-Unis** (en milliards de dollars)

Année fiscale (fin le 30 juin)	1941-2	1942-3	1943-4	1944-5
Recette fiscale	13.7	23.4	45.4	47.7

Au cours de l'exercice 1943-1944, les recettes fiscales ont représenté environ 25 % du revenu national nominal total et environ 35 % du revenu national réel, c'est-à-dire de la valeur nouvellement créée.

Seules des données semi-officielles sont disponibles sur les recettes fiscales de l'Allemagne. Selon ces données, les recettes annuelles s'élevaient à 40 milliards de marks, soit également environ 35 % du revenu national nominal total.

d) Outre les recettes fiscales, l'État a retiré, sous forme de prêts de guerre, une partie des revenus et de la fortune de ses citoyens pour sa propre consommation.

En 1943, les prêts ont couvert 30,5 % des dépenses de l'Angleterre. En 1943, les dépenses publiques totales s'élevaient à 5 782 millions de livres sterling. Les dépenses publiques ont atteint 71 % du revenu national nominal total. Bien entendu, cela ne signifie pas que la population anglaise n'a disposé que de 29 pour cent du total des valeurs produites pour sa consommation : le montant des valeurs retirées à la population sous forme d'impôts et de prêts est retourné à la population sous forme de salaires versés aux soldats, aux officiers de l'armée, aux fonctionnaires, ou sous forme de paiements d'intérêts sur des obligations et de paiements pour des biens achetés. On ne peut donc pas parler d'un retrait définitif comme le prétend souvent la science économique bourgeoise, mais d'une redistribution des revenus et des richesses.

La dette publique de tous les pays participant à la guerre a fortement augmenté pendant les années de guerre. Après la guerre, l'État a dû payer des intérêts sur la dette publique qui avait

¹ *Une analyse des sources de financement de la guerre et des estimations du revenu et des dépenses nationales pour les années 1938 à 1944-1945*, p. 15 et p. 21.

² *Financial, Industrial, Commercial Statistics United States*, 1945, 1946.

augmenté de façon phénoménale. Aujourd'hui, l'État intervient également plus que jamais dans la redistribution des revenus et les dépenses de ses citoyens. Dans la plupart des pays, l'inflation élimine brutalement la contradiction entre l'appauvrissement réel du pays et les revenus élevés générés par le paiement des intérêts de la dette publique.

e) En général, l'État dispose de la force de travail de tous les citoyens employés par l'armée ou étant au service de cette dernière à l'arrière du front.

Jusqu'au milieu de l'année 1943, environ 8 millions de travailleurs ont été soumis à la discipline militaire. Ils étaient liés à leur emploi actuel par des ordres de travail essentiels ; ils n'étaient autorisés à quitter leur lieu de travail qu'après décision militaire officielle. La majorité des autres travailleurs ne pouvaient pas changer d'employeur sans autorisation officielle.¹

Au printemps 1943, la "mobilisation totale" concerne tous les hommes âgés de 16 à 45 ans et la conscription universelle du travail est décrétée pour tous les autres hommes en Allemagne. Lorsque la "mobilisation super-totale" est décrétée (au milieu de l'année 1944), tous les habitants du pays, les élèves, les vieillards et les malades, sans distinction de sexe, sont mobilisés pour l'armée.

Dans les USA, où les pénuries de main-d'œuvre étaient pratiquement inconnues, le contrôle de l'utilisation de la main-d'œuvre était plutôt faible.

f) L'État décide de l'utilisation de la majeure partie des moyens matériels de production.

L'État distribuait les matières premières en cas de pénurie, mais en Europe, il y avait une pénurie de pratiquement toutes les matières premières. L'État détermine quels moyens de production doivent être utilisés (par exemple, les machines de l'industrie textile), la construction d'usines pour la production de biens de consommation, etc. L'État dispose de toutes sortes de moyens de transport. Par la normalisation, l'État pouvait déterminer la quantité et la qualité des produits manufacturés.

g) L'État limitait la consommation de sa population.

L'État déterminait la quantité et le prix des denrées alimentaires distribuées sous son contrôle.

L'étendue de ces activités étatiques de régulation de la consommation est déterminée par le degré de contrainte de l'économie en temps de guerre, qui a été le plus étendu en Allemagne et dans les pays occupés, mais beaucoup moins aux États-Unis. En Allemagne, toutes les denrées alimentaires et également toutes les myrtilles (du moins en théorie) ont été soumises à la réglementation de l'État. Aux États-Unis, le rationnement par affectation n'était que temporaire et s'appliquait à certaines denrées particulières comme la viande, le café, le sucre.

L'État limitait également la consommation de produits industriels par les civils. Aux États-Unis, la production de biens durables, comme les voitures, les réfrigérateurs, etc. était principalement limitée. En Allemagne, la population civile ne reçoit pratiquement aucun bien de consommation industriel au début de la cinquième année de guerre ; seuls les enfants et les victimes des bombardements reçoivent parfois des vêtements et des chaussures. La situation des pays occupés par les Allemands était encore pire. Dans les autres pays, le degré de restriction de la consommation variait par rapport aux deux pays déjà mentionnés.

¹ "The last lap", *The Economist*, 25 septembre 1943, p. 420.

La restriction de la consommation des civils visait à attribuer une part éventuellement plus importante de la production à l'armée. Pendant la guerre, la demande militaire était la plus forte en Allemagne et relativement la plus faible aux États-Unis.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, lorsque toutes les ressources naturelles d'un pays étaient destinées aux objectifs de guerre, il était difficile de déterminer quelle partie de la production était destinée à la consommation militaire et quelle partie à la consommation civile. Le modèle de répartition de la main-d'œuvre confirme les changements déjà esquissés dans les tableaux du début de ce chapitre.

TABLEAU 5 **Répartition de la population active aux États-Unis** (en millions de personnes à la fin de l'année)

	1941	1942	1943
Emplois dans le secteur de guerre de l'économie	7.3	17.5	20.0
Emplois dans le secteur civil de l'économie	29.4	20.8	19.0
Emplois dans l'agriculture	8.9	8.5	7.5
Total	45.6	46.8	46.5

SOURCE: DONNÉES OFFICIELLES

Étant donné que la main-d'œuvre employée dans le secteur agricole, c'est-à-dire les agriculteurs, produisait aussi principalement à des fins militaires en livrant des denrées alimentaires à l'armée et aux travailleurs employés dans l'industrie de l'armement, il est clair qu'au plus fort de la production de guerre, environ la moitié de la main-d'œuvre américaine travaillait pour l'armée ou, en d'autres termes, que la moitié de la production totale couvrait les demandes militaires.

En juillet 1944, le nombre de travailleurs employés dans l'industrie de l'armement britannique s'élevait à 4 034 000 individus. En 1943, la répartition des travailleurs travaillant pour le gouvernement était la suivante :

TABLEAU 6 **Travailleurs employés par le gouvernement britannique(1943)**

Branches industrielles	Pourcentage
Textiles	49
Vêtements	39
Chaussures	20
Autres	79

SOURCE: STATISTICS RELATING TO THE WAR EFFORT OF THE UNITED KINGDOM 1944, pp. 6-7

Les données officielles suivantes concernant les dépenses publiques totales et les dépenses de guerre sont disponibles pour l'Angleterre :

TABLEAU 7 **Dépenses publiques et dépenses de guerre britanniques**

Année fiscale	Revenu national	Total des dépenses publiques	Dépenses militaires
1938-9	4,490	1,055	400
1941-2	6,619	4,776	4,085
1942-3	7,384	5,637	4,840

Il est bien connu que toute estimation du revenu national ne peut qu'être imprécise. La croissance du revenu national de l'Angleterre pendant la guerre peut être démontrée principalement par la hausse des prix, mais aussi légèrement par l'augmentation de la production. Comme les dépenses

publiques suivent également l'inflation, la hausse des prix n'a pas eu d'influence sur l'interrelation entre les dépenses de guerre et le revenu national. Par conséquent, les dépenses de guerre se sont élevées à environ deux tiers du revenu national nominal¹.

En Allemagne, une part importante de la valeur nouvellement créée était déjà utilisée à des fins de guerre. En 1938, cette part s'élevait déjà à 42 %, en 1939 à 46 %. Ce pourcentage allait augmenter pendant la guerre et en 1943, environ deux tiers, et peut-être beaucoup plus, de la valeur nouvellement créée avaient été utilisés à des fins de guerre.

Dans les pays occupés par l'Allemagne et dans les pays alliés de l'Allemagne, la situation était tout à fait la même. Même dans les pays neutres d'Europe, une très grande partie du revenu national était consacrée à l'armement et à la création de stocks militaires.

h) L'État a freiné la tendance générale à la hausse des prix des produits de base.

Cette tendance était causée par l'économie de guerre, car la demande de marchandises restait toujours plus forte que leur offre.² Il faut remarquer que les indices officiels des prix des biens de consommation donnent des pourcentages d'inflation bien plus bas pour le coût de la vie qu'ils ne le sont en réalité - une divergence qui a été maintes fois remarquée par les représentants des syndicats.

Aux Etats-Unis, mais aussi en Angleterre, l'inflation a été moins importante entre 1939 et 1943 que pendant la période 1914-18. C'est ce que montre le tableau 8 suivant :

TABLEAU 8 **Croissance du coût de la vie pendant la deuxième guerre mondiale** (en pourcentages)

Pays	Années	Indice général	Alimentation %	Habillement	Chauffage, etc.
USA	1914-18	63	78	111	45
	1939-43	26	47	32	10
Angleterre	1914-18	103	115	211	74
	1939-43	28	22	64	30

SOURCE: *MONTHLY LABOR REVIEW* 1944, 58, 2

« Cela est dû en partie au plus grand volume de capacités excédentaires et de ressources inutilisées au début de la Seconde Guerre mondiale, mais surtout au plus grand degré de contrôle ».³

D'importantes aides gouvernementales ont contribué à réguler les prix des denrées alimentaires en Angleterre. L'État a versé chaque année près de 300 millions de livres sterling de subventions pour soutenir les prix des denrées alimentaires.

¹ Toutefois, cela ne signifie pas que les deux tiers du revenu national sont réellement consacrés aux dépenses de guerre, car une partie de celles-ci est couverte par des capitaux étrangers et nationaux et financée en outre par les Dominions et d'autres paiements.

² Dans tous les pays, il existe un "marché noir" où les marchandises circulent en dehors du système étatique réglementé. Sur ce marché, les marchandises sont échangées à des prix beaucoup plus élevés que dans les magasins officiels.

³ *Évolution 'journalière' de l'indice du coût de la vie : USA et UK* 1944, p. 116.

Immédiatement après la déclaration de guerre, les prix ont été gelés en Allemagne au niveau de prix de l'époque. Officiellement, les prix n'augmentent que lentement.

TABLEAU 9 **Indice officiel des prix en Allemagne** (Premier semestre 1939 = 100)

Année	1940	1941	1942	1943	1944
Prix de gros	103	105	107	109	110

Les prix des biens réglementés par l'État n'ont pas augmenté aussi rapidement que les prix du "marché noir".

La méthode de lutte contre l'inflation différait fondamentalement en Angleterre et en Allemagne. En Angleterre, le gouvernement essayait de stimuler la production en payant des prix lucratifs aux producteurs pour les denrées alimentaires qu'ils fournissaient et, entre-temps, les prix des aliments étaient maintenus constamment bas.

En Allemagne, par contre, tous les producteurs agraires devaient livrer leurs produits à l'État à des prix fixes. D'une part, cela stimulait la limitation de la production et, d'autre part, la vente des produits sur le "marché noir".

Il est clair que toutes ces mesures prises par l'État bourgeois – comme nous le verrons dans un autre chapitre [voir infra, chapitre 2] – ne caractérisent pas une économie planifiée. Beaucoup de ces mesures étatiques n'ont pas été appliquées ou ont été adaptées aux intérêts des grands monopoles exerçant une influence décisive par le biais de leurs représentants dans les commissions de régulation de l'Etat.

i) Les grandes puissances belligérantes n'ont pas seulement limité leurs activités au territoire national.

Pour leurs activités de guerre, elles ont essayé d'utiliser la plus grande partie possible des ressources d'autres pays, ou elles ont essayé au moins d'empêcher ces ressources d'être utilisées par un pays ennemi.

L'économie américaine en temps de guerre était largement impliquée dans les pays d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale. Les Etats-Unis ont fourni des capitaux pour le développement des hauts fourneaux et de la production de caoutchouc au Brésil et pour le développement de l'exploitation minière du cuivre dans divers autres pays. Les États-Unis achetaient le cuivre produit dans les pays d'Amérique latine à un prix supérieur aux prix du marché intérieur.

L'État anglais réglementait l'économie des colonies et parfois aussi celle des colonies françaises, belges et portugaises. Le gouvernement anglais achetait l'intégralité de la production de laine d'Australie, de Nouvelle-Zélande et d'Amérique du Sud, l'intégralité de la récolte de coton d'Égypte, l'intégralité de la production de cacao d'Afrique de l'Ouest à des prix fixes. Au milieu de l'année 1944, le gouvernement anglais a signé un traité avec la Nouvelle-Zélande pour la livraison de tout le beurre, le fromage, le bœuf, le veau et le mouton exportés pendant une période de quatre ans. La Commercial Corporation publique coordonne tout le commerce extérieur de l'Angleterre pendant la guerre.

Les gouvernements des États-Unis et de l'Angleterre, des États-Unis et du Canada, de l'Angleterre et de la France ont coordonné leurs activités économiques dans certains domaines particuliers en créant une série de conseils d'État communs. Ainsi, un conseil commun anglo-saxon, le

Combined Food Board¹, achetait toutes les huiles et graisses proposées sur le marché ; l'Angleterre et les États-Unis ont établi un monopole commercial pour l'achat de marchandises dans divers pays. Par le biais du conseil déjà mentionné, l'Angleterre achète toute la récolte de thé de l'Inde et de Ceylan, etc.²

Le Joint War Production Committee s'occupait de la production de matériel de guerre aux États-Unis et au Canada ; le Combined Raw Materials Board supervisait le développement et l'exploitation des matières premières ; le Munitions Assignment Board distribuait des armes et des munitions aux États-Unis, à l'Angleterre et aux autres pays des Nations unies.

Le Combined Shipping Board coordonnait les activités du ministère britannique des Transports de guerre, de l'American Shipping Board et d'autres agences. Au début de la guerre, le Anglo-French-Purchasing Board achetait des biens étrangers pour les deux pays.

Au début de l'occupation des pays étrangers, l'Allemagne a simplement volé les autres pays. Lorsqu'il est apparu par la suite que cette méthode était inefficace maintenant qu'il fallait faire face à une guerre prolongée, l'Allemagne a choisi d'utiliser les ressources productives des pays occupés pour son économie de guerre également. Les paysans ont été contraints de cultiver les plantes dont l'Allemagne avait un besoin urgent (graines oléagineuses, chanvre, lin). Les combustibles, les matières premières et les moyens de transport n'étaient attribués qu'aux usines travaillant pour l'armée allemande, etc.

De la même manière, le Japon a également essayé d'exploiter les ressources de ses pays conquis, mais finalement sans résultat particulier.

Il doit être clair qu'il existe une différence entre les méthodes appliquées par les pays démocratiques et celles des pays fascistes en ce qui concerne l'utilisation des ressources des pays étrangers pour renforcer leur potentiel de guerre.

L'Angleterre et les États-Unis ont réussi à le faire sans transgresser les droits de propriété des propriétaires dans les pays concernés. Les États-Unis ont payé le cuivre en Amérique du Sud à des prix beaucoup plus élevés que ceux offerts aux producteurs de leur propre pays, etc.

La différence réside dans le fait que l'intégration des pays occupés et des États satellites dans l'économie allemande en temps de guerre s'est accompagnée d'un *pillage*. Dans les pays occupés d'Europe occidentale, l'Allemagne a formellement reconnu les droits de propriété des propriétaires, mais, en réalité, seulement les droits des capitalistes disposés à collaborer avec le conquérant ; ensuite, l'Allemagne les a forcés à céder la majorité de leurs actions aux monopoles allemands à un prix ridiculement bas. Afin d'obtenir cette collaboration, les Allemands retirent à ces entreprises les matières premières, les moyens de transport et les travailleurs. À l'est – en Pologne, dans les territoires soviétiques temporairement occupés, en Yougoslavie – les Allemands ne respectent pas les droits de propriété. Ils ont simplement pris le sol, les bâtiments, les entreprises industrielles, etc., et ils ont pillé les stocks et les maisons privées.

*

* *

¹ Le Combined Food Board a été créé en 1942 par la Grande-Bretagne et les États-Unis pour allouer des denrées alimentaires aux Alliés pendant la Seconde Guerre mondiale. (*Note de l'éditeur*).

² "Industry and trade", *The Economist*, 26 septembre 1942, p. 398.

Le rôle économique de l'État s'est accru non seulement dans les pays belligérants, mais aussi dans les quelques pays neutres. En raison de la fragmentation de l'économie mondiale provoquée par la guerre, les liens des pays neutres avec les pays qu'ils approvisionnaient auparavant en marchandises et auxquels ils servaient de marchés d'exportation sont devenus impossibles ou leur commerce avec les pays neutres (Suisse, Suède) s'est considérablement limité. Dans ces pays, l'État a donc été contraint de rationner la consommation de denrées alimentaires, d'organiser la production et la distribution de matières premières et d'exercer un contrôle strict sur les exportations qui avaient alors pris une importance militaire, et donc aussi politique.

Le rôle de l'État dans l'économie de guerre est, selon cette explication, loin d'être traité de manière exhaustive. Il n'y a aucun domaine de la vie économique qui n'ait été plus ou moins réglementé par l'État pendant la guerre.

La croissance rapide des activités économiques de l'État nécessite un *élargissement correspondant de la bureaucratie étatique*, donc la création de nouvelles agences. Discuter de toutes ces nouvelles agences économiques dans les différents pays nécessiterait trop de place ici, car toutes ont fréquemment subi de nombreux changements organisationnels pendant la guerre.

Les agences gouvernementales exerçant les activités économiques de l'État capitaliste sont, pour autant que nous parlions de postes de direction, non pas occupées par des fonctionnaires professionnels, mais par des entrepreneurs recrutés comme spécialistes dans les secteurs économiques créés par les réglementations étatiques et qui défendaient les intérêts de ces secteurs en général et ceux des grands monopoles en particulier. Souvent, ils ne recevaient qu'une compensation financière "symbolique" (aux États-Unis, un dollar par an). En dehors d'eux, les plus hauts gradés des forces armées étaient invités à participer à ces agences économiques de guerre ; dans les pays démocratiques, les représentants du mouvement syndical et des organisations de consommateurs étaient également représentés. Cependant, dans de nombreux cas, les fonctions les plus importantes étaient néanmoins occupées par des entrepreneurs.

Un exemple typique en est peut-être la composition de la Commission consultative de la défense nationale formée en mai 1940. Les membres étaient : E.R. Stettinius¹, président d'un trust sidérurgique (US Steel Corporation) ; W.S. Knudson,² président d'un trust automobile (General Motors) ; Chester C. Davis,³ gouverneur de la Réserve fédérale ; E. Budd,⁴ président de la société de fabrication de

¹ [Edward Reilly Stettinius Jr. (1900-49) a travaillé pour General Motors, puis pour la US Steel Corporation, qu'il a quittée en 1939. En 1940, il devient président du War Resources Board et, en 1944, il est nommé secrétaire d'État].

² [William Signius Knudson (1879-1948) était un expert de la production de masse. Il a d'abord travaillé pour la Ford Motor Company, puis pour General Motors. En 1942, il a également été nommé lieutenant général de l'armée américaine].

³ [Chester C. Davis (1887-1975) était un dirigeant agricole et un journaliste né dans l'Iowa. En 1933, il devient directeur de la division de la production de l'Agricultural Adjustment Administration des États-Unis, membre du conseil d'administration du Federal Reserve System, 1936-41 ; président de la Federal Reserve Bank of St. Louis, 1941-5 ; directeur associé de la Ford Foundation, 1951-4 ; et étude sur le crédit rural en Inde pour le gouvernement indien, 1953-4].

⁴ [Edward G. Budd (1870-1946) était un ingénieur en acier embouti qui a commencé à produire des carrosseries de voitures tout acier pour l'industrie automobile de Detroit et des wagons et locomotives profilés en acier inoxydable pour le Burlington & Quincy Railroad (Chicago)].

wagons Edward G. Budd Mfg. Co. ; L. Henderson¹ économiste et fonctionnaire ; S. Hillman² leader syndical ; H. Elliott³ commissaire à la consommation.

Une situation similaire peut être observée en Angleterre. Les nominations au ministère des approvisionnements peuvent être mentionnées comme un bon exemple.

John Rogers, qui a été nommé directeur de la division des explosifs, est directeur de Imperial Chemical Industries Ltd. [ICI], African Explosives and Industries Ltd. [AE&I], Cape Explosive Works Ltd. à Cape Town.

Arthur Rose, directeur de Webley and Scott Ltd, producteur bien connu de fusils de chasse, et directeur de deux usines métallurgiques, a été nommé au département des "machines-outils". Gavin Smelly Mackley, conseiller du directeur du département des munitions, était directeur de huit entreprises principalement actives dans l'industrie de l'acier.

Percy Herbert Mills,⁴ représentant de l'industrie du bâtiment au conseil d'administration de huit entreprises, est nommé directeur adjoint au conseil de surveillance des usines d'artillerie⁵.

Les représentants des grands monopoles qui réglementent l'économie de guerre au nom du gouvernement le font dans leur propre intérêt.

En Allemagne, les agences d'économie de guerre étaient déjà complètement développées sous la direction de Goring avant le début de la guerre.

Cela s'est passé sous le couvert d'un plan quadriennal. Contrairement aux États-Unis et à l'Angleterre, les travailleurs et les consommateurs n'étaient pas représentés dans les conseils d'administration des agences, mais, d'un autre côté, l'influence de l'état-major était grande. L'agriculture, dirigée par l'Agence nationale de l'alimentation [Reichsnahrstand], c'est-à-dire les grands propriétaires terriens et les capitalistes de l'industrie alimentaire, constitue une exception. Dans certaines provinces, l'état-major était parfois représenté par un plénipotentiaire pour la production de guerre. Pendant la guerre, une réorganisation en profondeur a été effectuée. Après la défaite de Stalingrad, l'économie allemande est soumise à des contraintes économiques accrues et le "contrôle" de l'industrie est repris par des agences industrielles représentant les secteurs industriels. Zangen⁶, de l'Association industrielle allemande [Reichsgruppe Industrie], qui représente les intérêts de tous les industriels, devient en réalité le chef [Führer] de l'industrie de guerre.

¹ [Leon Henderson était à la tête de la division de la recherche et de la planification (National Recovery Act) ; en décembre 1942, il a démissionné de son poste d'administrateur des prix].

² [Sidney Hillman (1887-1946) était un dirigeant syndical et l'un des fondateurs du Congress of Industrial Organizations (CIO). Il a fait partie de la première commission consultative du travail de Roosevelt (1933-1936)].

³ [Harriet Wiseman Elliott (1884-1947) démissionne en 1941 et devient présidente de la division féminine du Comité des finances de guerre (1942-1946), directrice adjointe de l'Office of Price Administration et déléguée des États-Unis à la Conférence des Nations unies sur l'éducation, la science et l'organisation culturelle (UNESCO) à Londres en 1945].

⁴ [Percy Herbert Mills (1890-1968), futur 1^{er} baron Mills, était contrôleur général des machines-outils au ministère des approvisionnements].

⁵ *The Daily Worker*, 20 octobre 1930.

⁶ [Wilhelm Zangen (1891-1988) était directeur de la Mannesmann-Werke. Il devient le chef du Wirtschaftsgruppe Metall et plus tard le chef du Reichsgruppe Industrie].

Contrairement à l'appareil d'État en temps de paix, avec sa structure rigide habituelle et les fonctions bien définies de chaque département, les diverses agences nouvellement créées en temps de guerre se combattent souvent les unes les autres et chaque agence défend parfois certains intérêts particuliers de secteurs économiques spécifiques. Dans le passé, les luttes entre les monopoles, et aussi entre les différents monopoles et les milieux non monopolistiques, n'étaient pas rares au sein des différentes agences. Dans le passé, ces conflits entre les différents groupes d'intérêts étaient menés publiquement et, pendant la guerre, secrètement.

Contrairement aux appareils d'État "normaux" fonctionnant en permanence, les agences économiques du temps de guerre ont été créées dès le début pour une courte période, c'est-à-dire pour la période de guerre ; après la guerre, elles disparaissaient pour la plupart.

À la fin de la guerre, le rôle économique de l'État diminuait, mais restait néanmoins plus influent qu'avant la guerre.

C'est notamment le cas des pays qui ont été occupés par les Allemands et qui se sont appauvris à cause de la guerre. Les pénuries alimentaires, la menace ou l'existence de l'inflation, ont obligé l'État à poursuivre ses activités de régulation. L'Angleterre, pays traditionnel de la "libre entreprise", fait partie de cette catégorie de pays. Il avait déjà été rendu public que le système de rationnement serait prolongé jusqu'en 1949 et qu'après la fin de la guerre, le contrôle du commerce extérieur et des échanges serait également maintenu.

Les actifs des États anciennement contrôlés par l'Allemagne augmentent après l'expropriation des capitalistes locaux ayant collaboré pendant la guerre.

La nationalisation d'importants secteurs industriels est décrétée dans plusieurs pays. Après la victoire du parti travailliste en Angleterre, la nationalisation de l'industrie charbonnière, des chemins de fer, etc. est mise à l'ordre du jour. En France, de larges segments de l'industrie charbonnière, du secteur énergétique, des chemins de fer et des banques sont déjà nationalisés.

Dans les pays démocratiques bourgeois, la nationalisation a été réalisée par la reprise d'entreprises aux prix du marché. Ce type de nationalisation ne modifie pas la répartition du revenu national et les caractéristiques capitalistes de l'économie dans son ensemble. Dans l'Allemagne d'Hitler, les chemins de fer, la *Reichsbank* (banque centrale) et diverses industries appartenaient à l'État. Le poids spécifique des actifs de l'État n'était pas moins important dans l'Allemagne fasciste qu'il ne le sera en Angleterre si le programme du parti travailliste est réalisé. Mais l'Allemagne fasciste restait un pays capitaliste et impérialiste.

Les nationalisations dans les démocraties d'un nouveau type ont un caractère différent. En Tchécoslovaquie, en Pologne, en Roumanie, en Yougoslavie, etc., où les nationalisations ont entraîné un changement essentiel dans la répartition de la richesse et du revenu national au profit de l'État, bien que la propriété privée des moyens de production soit également restée inchangée dans ces pays.¹

¹ Une nationalisation systématique des principaux moyens de production est effectuée en Tchécoslovaquie. Par un décret du 24 octobre 1945, des secteurs entiers de l'industrie de base et des banques sont nationalisés. (En réalité, cependant, les usines étaient déjà administrées par des comités de travailleurs après la libéralisation). En Bohême et en Moravie, 227 banques et entreprises industrielles détenant 85,7 % du capital social sont nationalisées. Toutes les mines, les hauts fourneaux, les grandes verreries, les sucreries et les distilleries (à quelques exceptions près), les usines chimiques, sont nationalisés. Au total, plus de 10 000

Comme nous l'avons déjà soutenu plus haut, le rôle économique de l'État a diminué après la fin de la guerre, mais est resté nettement plus important qu'avant la guerre.

Les pays d'une démocratie d'un nouveau type sont ici une exception, car le rôle économique de l'État a augmenté plus rapidement après la fin de la guerre.

Après la fin de la guerre, les organisations internationales d'économie de guerre ont été progressivement dissoutes. Mais une série de nouvelles organisations économiques très importantes ont alors été créées. Elles ont été conçues pour une politique à long terme et les pays en sont membres. Ces organisations sont : le Fonds monétaire international, la Banque internationale [pour la reconstruction et le développement], le Pool international du blé, la Commission européenne pour la distribution du charbon¹, etc. D'autres organisations internationales, comme l'Administration des Nations unies pour le secours et la réhabilitation, ont été créées pour une période de plusieurs années.

Ces puissantes organisations économiques internationales constituent un nouvel élan et un nouveau cadre important dans l'économie capitaliste d'après-guerre.

entreprises sont maintenant nationalisées. Elles emploient plus de 60 % de la main-d'œuvre (sur un total de 3 millions de personnes).

¹ [Le déficit de charbon en Europe conduit à la création, en 1946, de l'Organisation européenne du charbon, qui regroupe les producteurs et les consommateurs de charbon d'Europe occidentale et centrale et qui devient le Comité du charbon de la Commission économique européenne des Nations unies.]

2.

Régulation économique et absence de planification dans les pays capitalistes pendant la guerre

Pendant la Première Guerre mondiale, les réformistes allemands ont fait l'éloge de l'économie de guerre de l'époque en raison de sa distribution "égale" de toutes sortes de denrées alimentaires ; ils ont découvert dans cette économie de guerre un important "progrès social" et l'ont appelée "socialisme de guerre".¹ Pendant la Seconde Guerre mondiale, le concept de "socialisme de guerre" a été rarement utilisé. Le grand succès de l'économie de l'Union soviétique pendant la période d'avant-guerre a créé une popularité généralisée de l'idée de "planification économique". Lorsqu'il est devenu impossible de nier les succès de l'Union soviétique, les cercles réactionnaires ont proclamé avec ardeur qu'ils ne faisaient qu'admirer les résultats d'une économie planifiée, indépendamment de son caractère socialiste. Presque tous les pays ont élaboré des "plans quadriennaux", des "plans quinquennaux", des "plans décennaux", qui n'ont pas été réalisés ou qui étaient exclusivement destinés – comme dans le cas des "plans quadriennaux" allemands – à mettre l'économie sur un pied de guerre.²

Dans cette guerre, la supériorité de l'économie soviétique est devenue évidente : "... [La base économique de l'État soviétique s'est avérée d'une vitalité infiniment plus grande que l'économie des États ennemis]."³

En conséquence de tout cela, l'idée d'une économie planifiée est devenue encore plus populaire parmi les masses laborieuses. Cela explique pourquoi certains économistes étrangers ont appelé la réglementation de l'économie de guerre "planification économique", ce qui est totalement faux.

Dans l'économie de guerre capitaliste, il était nécessaire de planifier plus ou moins longtemps à l'avance les besoins de l'armée. Comme la guerre consommait beaucoup plus que la moitié de la production réelle, il était nécessaire de réguler à l'avance une partie significative de la production à venir pour répondre en premier lieu à toutes les demandes de l'armée. *Si tous les moyens de production* – tout type de machines, de matières premières, de moyens de transport et de travailleurs – avaient été entièrement disponibles, les activités de l'État capitaliste auraient pu se limiter à passer des commandes de guerre aux entreprises privées. Cependant, cela ne s'est pas produit. L'État a donc été obligé de réserver une partie importante des moyens de production à la production de guerre. L'État a été contraint d'augmenter la production de biens insuffisamment disponibles et de limiter en particulier leur consommation par les civils. Mais lorsqu'on parle des moyens de production, il ne faut pas oublier que les entreprises industrielles produisant des biens destinés à la consommation civile doivent limiter leur production. Une redistribution des travailleurs et des moyens de transport par l'État était imposée par la même nécessité.

¹ [Traduction basée sur E. Varga, *Izmeneniya v ekonomike kapitalizma v itoge vtoroy mirivoy voyny*, Moscou : Ogiz Gosudarstvennoe izdatelstvo politicheskoy literatury, 1946, Chap. 2, pp. 34-50 ; traduit de Eugen Varga, "*Wirtschaftsregulierung und Planlosigkeit in den kapitalistische Laandern wahrend des Krieges*", *Veränderungen in der okonomie des Kapitalismus im Ergebnis des zweiten Weltkrieges*. Als Manuskript für Funktionare gedruckt, Zonenleitung der K.P.D., britische Zone, Spezialdruckerei Pittroff & Co. AAM 40 Wuppertal, Klasse B - 804610.471500].

² Voir largement, Varga, *La crise, économique, sociale, politique*, 1935 [disponible sur MIA].

³ Staline, Discours du 6 novembre 1944.

L'importance d'une ingérence "planifiée" de l'État capitaliste dans l'économie dépend en premier lieu de l'interaction entre les ressources d'un pays belligérant et ses exigences de guerre ;¹ mais les conditions historiques exercent également leur influence. Ayant l'économie de guerre la plus "réglementée", l'Allemagne a combiné la dimension des besoins militaires du pays et les lacunes de son potentiel de guerre avec la tradition historique d'une soumission inconditionnelle de son économie à l'autorité politique.

Les énormes besoins de guerre et la disponibilité limitée des ressources ont conduit dans les pays belligérants à la création d'un système de réglementation et de planification pendant une certaine période.

Ce système *diffère toutefois fondamentalement de notre économie planifiée*. La différence consiste dans les éléments suivants :

a) Une "économie planifiée" ne peut pas être créée dans une économie capitaliste, car elle ne peut pas être conciliée avec des relations de production basées sur un système de propriété privée des moyens de production. Dans ces pays, la planification n'est rien d'autre que le résultat d'une coercition extérieure imposée par la guerre. Notre économie planifiée est en parfaite harmonie avec les rapports de production basés sur la propriété collective des moyens de production. Il n'est pas question ici de coercition extérieure, mais seulement d'un principe autonome d'économie régulant le fonctionnement de notre économie en période de guerre ou de paix.

b) Dans les pays capitalistes, la "régulation" est une *mesure exceptionnelle* dictée par les nécessités de la guerre et envisagée uniquement pour une période de guerre. *Pour nous, l'économie planifiée est une partie permanente et importante de notre système social*. Notre économie planifiée reste la même en temps de guerre et en temps de paix, et le type de biens produits, leur distribution, etc., sont en complète harmonie avec les besoins de la guerre.

c) Les règlements de guerre dans le capitalisme *ne concernent que les éléments de l'économie satisfaisant les besoins de l'armée* ; aucune planification économique ne concerne les autres secteurs de l'économie ou l'économie dans son ensemble. Notre système de planification concerne *toute la sphère de la vie soviétique* – non seulement l'économie dans son ensemble, mais aussi toutes sortes de formations professionnelles, le fonctionnement des institutions culturelles, etc.

d) Dans les pays capitalistes (à l'exception de l'Allemagne qui avait mis son économie sur le pied de guerre bien avant le début de la guerre), des organisations régulatrices ont été créées pendant la guerre par l'État ; toutefois, ces institutions étaient de nature provisoire. Depuis près de 30 ans, nous disposons d'un système de planification centrale opérationnel couvrant l'ensemble de l'économie de notre gigantesque pays. Pendant la guerre, son organisation a fonctionné sans aucune défaillance.

Dans les pays capitalistes – cela s'est produit en accord avec l'ordre social existant – les fonctionnaires de l'État pouvaient rencontrer les représentants des différentes classes sociales dans des comités chargés de la planification de l'économie de guerre : les entrepreneurs, en premier lieu les représentants des grands monopoles, les "consommateurs" et les ouvriers. (En Allemagne, aucun représentant réel des travailleurs et des consommateurs n'était représenté dans ces organisations). Cela signifiait que toutes les contradictions existant entre les différentes classes et couches sociales, entre

¹ Ceci ne s'applique évidemment pas à des pays comme la Chine, c'est-à-dire des pays qui n'ont pas encore complètement choisi la voie du développement capitaliste et qui ne disposent pas encore d'un État centralisé exerçant un contrôle total sur l'ensemble du pays.

les monopoles et les marginaux, entre les entrepreneurs et les consommateurs, réapparaissaient dans ces organisations de "planification", rendant leur fonctionnement très difficile et leur travail de conseil contradictoire.

Ce n'est qu'en Union soviétique, cependant, que l'existence d'à peine deux classes sociales amies crée la possibilité d'un fonctionnement harmonieux des bureaux de planification de notre économie, même en période de guerre.

Toutes les lacunes de la "planification" dans l'économie de guerre des pays capitalistes sont révélées par tous ces arguments.

Pendant la guerre, les moyens de production sont également restés en mains privées. Pendant la guerre, les entreprises capitalistes produisent également des marchandises pour faire des profits ; aux États-Unis et en Angleterre, les nouvelles usines créées par l'État pendant la guerre ont même été remises à des entrepreneurs privés pour faire des profits.

Les intérêts des entrepreneurs à réaliser d'énormes profits et à organiser la production, qui persistent également pendant la guerre, sont en contradiction permanente avec l'objectif de l'État qui est d'adapter, autant que possible, la production et la consommation aux objectifs de la guerre. Les grands monopoles exercent, même pendant la période de guerre, une influence déterminante sur la politique économique de l'État, c'est-à-dire en particulier sur les activités des institutions économiques dans lesquelles ils occupent une position clé déterminante et qu'ils dirigeaient concrètement. La victoire de leur pays à la guerre était dans l'intérêt *général* des monopoles ; mais leurs intérêts privés les obligeaient à obtenir pour leurs propres entreprises les profits de guerre les plus élevés possibles. Diriger une économie est dans ces conditions vraiment impossible.

Contrairement aux pays fascistes, les contradictions entre, d'une part, les objectifs de l'État, c'est-à-dire la mobilisation de toutes les ressources de guerre, et, d'autre part, les efforts des grands monopoles individuels pour réaliser éventuellement un énorme profit, étaient clairement perceptibles aux États-Unis où elles étaient ouvertement discutées dans la presse pendant la guerre.

Malgré les profits élevés réalisés sur les livraisons de guerre, les capitalistes américains ont refusé d'investir des capitaux dans de nouvelles entreprises et installations de production ayant une importance militaire considérable, telles que les usines produisant des avions, des chars, des navires, de l'aluminium. Malgré leurs profits de guerre élevés, ils craignaient de ne pas pouvoir les amortir correctement au cas où la guerre ne durerait pas suffisamment longtemps. Ils prévoyaient qu'après la fin de la guerre, ces ouvrages ne seraient plus nécessaires à la production de la paix et qu'ils deviendraient donc obsolètes. Il est bien connu qu'avant la guerre, les moyens de production de l'industrie américaine ne fonctionnaient que partiellement. Pendant la guerre, les entrepreneurs ont obligé l'État à investir 16 milliards de dollars US dans des installations de production. La plupart de ces ouvrages ont été construits par des capitalistes mais payés par l'État et ils leur ont été remis par la suite afin de les faire fonctionner.

L'utilisation chaotique de la capacité de production pendant la guerre aux États-Unis est démontrée par le fait que de nouvelles usines ont été construites par l'État pour les grandes entreprises automobiles tandis que l'État fermait les anciennes usines automobiles.

Les contradictions entre les intérêts privés des grandes entreprises et les intérêts de l'État apparaissent clairement dans le cas de la Ford [Motor Company] :

Bien que le gouvernement ait déboursé 66 millions de dollars pour l'usine de Willow Run et ses machines hautement spécialisées, la société Ford a été autorisée à faire les choses à sa façon. Cette

façon de faire comprenait l'implantation de l'usine à trente miles de la principale source de main-d'œuvre, Detroit ; l'embauche d'ouvriers qui étaient en grande majorité des hommes, blancs et aptes au service militaire ; la négligence totale du problème élémentaire du logement et l'opposition active à la tentative du gouvernement de résoudre ce problème, et l'utilisation de méthodes d'outillage trop élaborées et inflexibles qui ont retardé la production et rendent maintenant difficile l'introduction des fréquentes modifications mineures de conception que la guerre moderne exige. La société Ford a construit une usine idéale – pour les avions cargo civils après la guerre. "Lorsque la guerre sera terminée", a déclaré Henry Ford à un groupe de journalistes en septembre 1941, "nous conserverons le bâtiment que nous construisons et nous construirons des avions à grande échelle".¹

On peut dire la même chose de Chrysler :

Dans une plus large mesure que la plupart des autres entreprises automobiles, Chrysler a cherché à limiter ses activités de guerre aux nouvelles usines construites par le gouvernement et aux articles qui ne nécessitent que peu de changements par rapport à la production du temps de paix (c'est, par exemple, le plus grand producteur de véhicules militaires du pays).

Au moment même où des hectares d'usine Chrysler restent inutilisés, le gouvernement construit à Chicago pour la division Dodge de Chrysler l'une des plus grandes unités industrielles du monde qui fabriquera les moteurs d'avion Wright... "Qu'advient-il de cette énorme usine après la guerre ? J'ai demandé à un représentant de la société Chrysler. Il a haussé les épaules. Elle ne sera d'aucune utilité pour l'industrie automobile", a-t-il dit... Les considérations économiques semblent être à l'origine de la résistance relativement plus grande de la Chrysler Corp. à la reconversion. Chrysler est plus préoccupé par sa position concurrentielle après la guerre que ne l'est General Motors ou Ford. N'ayant pas l'énorme excédent financier de ses deux principaux rivaux et occupant la deuxième place dans la production de voitures par une marge très étroite sur Ford, Chrysler a cherché à organiser ses activités de guerre d'une manière qui lui permettrait de passer à la fabrication de voitures d'après-guerre plus rapidement et à moindre coût qu'aucun de ses concurrents.²

Des exemples similaires peuvent être cités pour tout autre secteur industriel. Un ordre social basé sur la propriété privée des moyens de production rend impossible la création d'une économie réellement planifiée.

L'intégration de l'agriculture dans un système réglementé est particulièrement difficile, car il existe dans tous les pays des millions de fermes "indépendantes". Le problème devient encore plus complexe en raison du morcellement de la terre des paysans.³

¹ Magil, A.B. 1943, 'Detroit's Big Three', *New Masses*, 48, 25 May: 15-16.

² Magil, *op. cit.*, p. 16.

³ Un journal fasciste allemand écrit : Si une ferme de quatre acres est divisée en 72 parcelles naines ou si une ferme plus grande de 30 ha est divisée en 162 parcelles minuscules et qu'il faut parcourir au moins 206 km pour atteindre toutes les parcelles, il sera impossible de lutter avec succès pour obtenir un rendement plus élevé. Si une telle multitude de petites parcelles est également un obstacle sérieux en temps de paix, cela doit créer en période de guerre une situation intenable. Les champs dispersés sont incompatibles avec les exigences d'une utilisation rationnelle de la main-d'œuvre, des animaux de trait, des engrais et des outils agricoles. Comment les travailleurs agricoles étrangers peuvent-ils s'orienter sur une parcelle dont les limites peuvent à peine être déterminées par le gendarme du village, et comment organiser la surveillance nécessaire ?

L'intégration des petites entreprises dans une organisation "planificatrice" de l'économie de guerre était également très difficile. Elle a été réalisée en transformant les petites entreprises en fournisseurs de pièces pour les grandes entreprises ou en les détruisant (surtout en Allemagne).

Étant donné qu'une réglementation planifiée des pays capitalistes était exceptionnelle et n'était prévue que pour la période de guerre, ces pays *ne possédaient pas d'organisation de planification fonctionnelle pour l'économie de guerre*. (Seule l'Allemagne avait déjà établi les bases de son économie de guerre avant que la guerre n'éclate). Les institutions indispensables ont été construites pendant la guerre et seulement au cas où les pénuries menaçaient les demandes de l'armée. Les fondements de ces institutions se sont entremêlés : de nouvelles organisations globales coordonnant leurs activités et traitant les conflits de compétences ont été constamment créées. Dans ces organisations globales, les fonctions s'entremêlent également et, au lieu d'un système de planification fonctionnant harmonieusement, une situation très chaotique se crée.

Le pays loué pour son "organisation exemplaire", l'Allemagne, peut être cité en exemple.

La "régulation" de l'économie allemande en fonction de l'économie de guerre a commencé peu après la prise du pouvoir par Hitler. En 1934, la régulation est déléguée au ministère de l'économie dirigé par [Walther] Funk.¹ En 1936, [Hermann] Goring est nommé à la tête du bureau chargé de diriger le plan quadriennal ; le ministère des affaires économiques est subordonné à cette dernière organisation. Dans la pratique, les deux organisations ne collaborent pas étroitement, comme le prouvent leurs directives contradictoires. Au début de l'année 1940, une troisième organisation, le ministère de l'Armement et des Munitions, est créée afin de réglementer l'ensemble de l'économie du pays. En raison de la situation militaire et économique tendue, cette organisation a pris une importance croissante : au début de l'automne 1943, la coordination des activités des organisations économiques de guerre a été déléguée au ministère de l'Armement et des Munitions, qui était alors dirigé par [Albert] Speer.² La tâche du ministère des Affaires économiques se limitait à l'approvisionnement de la population civile en produits industriels. Comme ce ministère n'était responsable que des biens dont l'armée n'avait pas besoin, son rôle se limitait à fournir des produits industriels à la population civile. Speer est formellement subordonné à Goring. La quatrième organisation de guerre est chargée du pillage des pays occupés.

En dehors de ces organisations, il existe des organisations regroupant des branches industrielles individuelles ; elles constituent en fait des cartels disposant de moyens de coercition. L'Office national du charbon ("Reichsvereinigung Kohle"), l'Office national du fer et de l'acier ("Reichsvereinigung Eisen und Stahl"), etc. en faisaient partie. Ils avaient le droit de fermer des entreprises individuelles et de distribuer les matières premières. De cette façon, les plus grands monopoles exerçaient leur autorité sur l'industrie et surtout sur l'industrie de leur propre branche.

Tout était conçu, organisé et rationalisé avec la précision allemande. Les entreprises individuelles sont généralement submergées par une avalanche de milliers de règlements contradictoires. Même la presse fasciste est obligée de réagir contre ce type d'"organisation excessive" ; ces interventions n'ont en réalité aucun effet.

¹ [Walther Funk (1890-1960) était un fonctionnaire allemand de premier plan et un nazi].

² [Albert Speer (1905-81) était un fonctionnaire allemand de premier plan et un ministre nazi].

Le 2 juillet 1944, un article signé par Muthesius¹ est publié dans le *Deutsche Allgemeine Zeitung*, dans lequel l'auteur argumente :

Aujourd'hui, il est difficile de trouver quelque chose qui ne soit pas réglementé. La main-d'œuvre et les matières premières sont réglementées ; les capitaux et le tourisme sont réglementés, la consommation et toutes les activités humaines sont réglementées. Des personnes éminentes ont déjà soutenu que la quantité de formulaires et l'avalanche de papiers, c'est-à-dire une tour de Babel de décrets, de contingents, de concessions, d'interdictions et autres, ne représentent ni notre vision économique du monde, ni notre idéal, que nous devons aujourd'hui faire face aux mesures causées par la guerre et qu'il faut les supprimer au plus vite, voire le plus tôt possible.

Le journal *Das Reich* du 6 août 1944 a publié un essai rédigé par Hans Schwarz van Berk² dans lequel il argumente :

Ici, en Allemagne, la priorité donnée à l'organisation est vraiment une maladie nationale. Nous avons deux expressions qui l'expriment parfaitement. La première parle d'un "enregistrement complet", la seconde d'une "exécution uniforme". Dans les deux cas, elles cachent une lutte pour le pouvoir alimentée par les généraux des systèmes de cartes et les princes des fiches, ainsi que par l'étroitesse d'esprit de personnes qui s'imaginent qu'elles réussiront à diriger la vie en incluant dans leur système d'indexation tous les pêcheurs et en prescrivant la durée des vers de pêche. Mais derrière cela se cache quelque chose de plus grave : c'est l'idée que l'on peut réaliser quelque chose d'exceptionnel dans les affaires économiques en restant assis à son bureau ou même en téléphonant. Cette façon sans risque et facile de faire des affaires signifie aussi retarder et entraver l'exécution des commandes, ce qui est pendant la guerre très dangereux. Entre chaque plaque d'acier sortant de l'usine et le tir d'un canon en Normandie s'érige une immense montagne de papier bruisant... *De la même manière, l'appareil d'État et les organes d'autogestion sont également surchargés et ils se trouveront dans une situation de double ou triple soumission.*

Un nombre excessif d'organisations régulatrices et de groupes d'intérêts privés de monopolistes se contredisent et leurs représentants, qui administrent ces organisations, entravent la mise à disposition de l'armée, même dans un pays riche comme les États-Unis.

Le sous-comité [des affaires militaires] dirigé par le sénateur [Harley M.] Kilgore³ a déclaré dans ses considérations de 1943 :

Nos divers programmes de guerre, tous essentiels, sont déséquilibrés les uns par rapport aux autres et, dans la plupart des cas, n'atteignent pas les objectifs fixés... Nous constatons que la capacité de production d'acier est inadéquate, de sorte qu'un programme doit être sacrifié à un autre. Nous constatons que les installations ont été surdimensionnées dans certaines industries, alors que de petites usines capables de faire le travail n'ont pas été utilisées⁴.

¹ [Karl Volkmar Muthesius (1900-79) était un journaliste spécialisé dans les questions économiques].

² [Hans Schwarz van Berk (1902-73) était un journaliste et un propagandiste nazi proche de Joseph Goebbels].

³ [Le sénateur Harley M. Kilgore (1893-1956) était un démocrate de Virginie occidentale.]

⁴ New Super Board for War Output is urged by Senate Military Group", *The New York Times*, 13 mai 1943, p. 13.

*

* *

Il est vrai que les règlements des pays capitalistes belligérants ont fourni, plus ou moins, systématiquement à l'armée tous les biens nécessaires, mais cela a fait aussi que les disproportions antérieures de l'économie capitaliste se sont même accrues pendant la guerre. Le plus important est que le capital social [Grundkapital] et la capacité de production du secteur I (y compris l'industrie de guerre) ont continué à croître très rapidement, tandis que la capacité de production du secteur II a augmenté plus lentement ou pas du tout. Pendant une longue période après la guerre, cette disproportion a surchargé les entreprises du secteur II, à l'exception des pays ayant souffert de destructions. Aux États-Unis, par exemple, l'État a construit des usines d'aluminium avec une capacité de production prévue de quelque 500 000 tonnes ; mais dès 1943, il est devenu évident qu'une surproduction d'aluminium était à prévoir et dix-sept usines d'aluminium ont été fermées par la suite.

Aux États-Unis, la création d'usines d'ingénierie a été fortement encouragée pendant la guerre. Pendant la guerre, environ un million de nouvelles machines-outils ont été construites. La surproduction a suivi dès 1943 et environ un tiers de la capacité de production des entreprises a été arrêtée. [Paul V.] McNutt,¹ président de la Commission des forces armées, a souligné le fait que fournir à l'industrie un trop grand nombre de machines-outils était une dépense inutile, car l'écrasante majorité des entreprises de l'industrie de guerre ne *produisait qu'en une seule équipe*. Si le travail avait été organisé en deux ou trois équipes ou – en d'autres termes – si les machines-outils déjà disponibles avaient été utilisées de manière plus intensive, une grande partie des machines-outils nouvellement produites auraient été superflues.

Le tonnage maritime était sans aucun doute devenu insuffisamment disponible parmi tous les moyens de production en 1940-2, dans les pays démocratiques belligérants. On pourrait donc imaginer que le tonnage maritime disponible a été entièrement planifié et affecté aux besoins de la guerre. Cependant, comme le révèlent certains cas individuels, la réalité était évidemment tout autre.

En 1940, à une époque de pénurie aiguë de tonnage, un membre du Parlement britannique a informé la Chambre des communes qu'un cargo anglais se rendant à Suez avait navigué à moitié chargé en contournant l'Afrique ; en rentrant en Angleterre, il avait embarqué mille tonnes de sable comme ballast ; ce sable avait ainsi fait le tour du monde.

Dans l'édition du 10 septembre 1944, le *New York Times* a publié le récit suivant sur six navires américains ayant été oubliés à Mourmansk :

Washington, 9 septembre (AP) – L'histoire d'un "convoi oublié" qui a passé huit mois dans le nord de la Russie arctique a été racontée aujourd'hui par l'Administration de la marine de guerre.

En janvier 1943, six navires, chargés de nourriture et de matériel de guerre, ont quitté New York pour rejoindre dix-huit autres cargos alliés à destination de Mourmansk. Après avoir essuyé des tempêtes et des attaques aériennes nazies au large de la Norvège, le convoi est arrivé à destination en deux mois,

¹ [Le professeur Paul V. McNutt (1891-1955) était un démocrate, gouverneur de l'Indiana. En 1942, Roosevelt le nomma président de la War Manpower Commission, qui devait équilibrer les besoins en main-d'œuvre de l'agriculture, de l'industrie et des forces armées, mais ce poste n'avait que peu de pouvoir réel].

et les équipages se sont installés pour attendre la formation d'un nouveau convoi pour le voyage de retour. Il fallut attendre *huit mois* avant que leurs navires ne soient placés dans un convoi de retour¹.

L'approvisionnement en main-d'œuvre fut l'un des maillons les plus faibles du projet de régulation pendant la guerre. Dans ce domaine, non seulement d'importantes erreurs ont été commises, mais, chose étrange, elles l'ont été aussi pendant la Première Guerre mondiale.

En Allemagne, comme en Angleterre, la mobilisation de toutes les forces de travail vitales dans l'industrie minière n'a pas été suffisamment effectuée. Très vite, la pénurie de mineurs, en particulier de tailleurs qualifiés, a entraîné une baisse de la production de charbon. Tout comme l'Allemagne, l'Angleterre avait également démobilisé un certain nombre de travailleurs des mines. En outre, on n'a pas accordé suffisamment d'attention au problème du recrutement, c'est-à-dire au problème du remplacement des travailleurs des mines qui ont été licenciés pour cause de maladie ou de décès. Il n'y avait pas assez de candidats parmi les jeunes sortant de l'école qui choisissaient le dangereux métier de mineur de fond dans une période de pénurie aiguë de travailleurs. Ainsi, même en Angleterre, le gouvernement a été contraint d'utiliser des moyens de coercition pour fournir à l'industrie minière un nombre suffisant de jeunes travailleurs. En Allemagne, les hitlériens ont essayé d'arracher des travailleurs à l'Ukraine et à d'autres pays temporairement occupés pour les faire travailler dans les mines de charbon d'Allemagne occidentale, de Belgique et du Luxembourg.² Il est évident, cependant, que la productivité de ce travail forcé était très faible.

Concernant l'un des obstacles à l'utilisation efficace des travailleurs aux États-Unis, McNutt, président de la Commission des forces de guerre, a déclaré ce qui suit en 1942 :

On estime qu'il y a 6 000 000 de Noirs dans la main-d'œuvre du pays, mais tous ne sont pas employés en utilisant leurs meilleures compétences ... Lorsque, par exemple, un chantier naval de Mobile ne met pas d'ouvriers noirs au travail mais importe de la main-d'œuvre de mille kilomètres ou plus... Les listes d'emploi de neuf usines de défense dans une ville de l'Est sont passées de 52 494 en janvier 1941 à 71 169 en septembre. Pendant cette période, plus de 10 000 travailleurs noirs locaux sont restés sans emploi. Pendant ce temps, les loyers montent en flèche. Les moyens de transport ont été intensifiés. Les travailleurs migrants, sans abri et exploités [par les propriétaires, E.V.], quittaient leur emploi et quittaient la ville³.

[Paul V] McNutt énumère d'autres obstacles similaires qui empêchent une utilisation totale de la main-d'œuvre disponible : la résistance des entrepreneurs à employer des femmes, des personnes handicapées ou des travailleurs d'un certain âge.

En raison de l'anarchie du marché du travail, de nombreux biens ont été gaspillés. En Californie, des stocks de betteraves sucrières pesant 4 millions de livres anglaises ont été gaspillés. En Arizona, environ la moitié de la récolte de melons n'a pas été récoltée, etc.

L'anarchie sur le marché du travail est renforcée par de grandes différences dans les normes salariales des différentes branches de production. En 1944, le salaire hebdomadaire des ouvriers payés

¹ Un convoi oublié a maintenu une vigilance glaciale. Six navires américains ont été retenus dans un port russe pendant 8 mois, dans l'attente d'ordres", *The New York Times*, 10 septembre 1944, p. 16.

² [Le Luxembourg ne possède pas de mines de charbon]

³ Paul V. McNutt, "Notre plus grand gaspillage : pendant que nous mobilisons des travailleurs pour les industries de guerre, des millions d'heures de main-d'œuvre sont perdues chaque jour. Chairman McNutt tells how to plug the leaks", *The New York Times Sunday Magazine*, 13 septembre 1942, p. sm 9.

dans l'industrie aéronautique s'élevait à 46 dollars, dans la construction navale à 53 dollars, mais seulement à 37 dollars dans l'industrie minière. C'est pourquoi les travailleurs de l'industrie métallurgique sont partis vers des secteurs offrant des salaires plus élevés. Mais la production de métaux était d'une importance vitale pour l'industrie de guerre. Au cours des cinq premiers mois de la guerre, les mines de cuivre Butte de la société Anaconda ont perdu 1 000 hommes que les mines n'ont pu remplacer qu'en engageant 400 nouveaux travailleurs. En juin [1942], la production de certaines mines avait chuté de 50 % en raison du manque de main-d'œuvre.¹ Entre-temps, l'État a dû acheter du cuivre à un prix élevé en Amérique du Sud.

La contradiction entre les intérêts généraux de l'État et les intérêts privés des entrepreneurs était particulièrement aiguë en matière de régulation des prix.

Dans les grands pays belligérants, les augmentations de prix ont été plus faibles dans le secteur public que pendant la Première Guerre mondiale. Il faut néanmoins noter que les prix fixés par le gouvernement étaient souvent officiellement transgressés. Plus les pénuries étaient graves, plus les différences de prix étaient importantes entre les marchandises réglementées et distribuées par l'État et les prix payés pour les mêmes marchandises sur le marché libre ou noir.

L'État ne peut pas fixer le prix d'une série de biens non standardisés. Les biens fonciers, les maisons, les objets d'art, les antiquités, les collections, etc. appartiennent à cette catégorie. Le capital monétaire superflu, qui n'était pas nécessaire à l'économie de guerre, était utilisé pour acquérir de tels biens, surtout lorsqu'une dévaluation de la monnaie menaçait.² C'est pourquoi les prix ont augmenté si fortement.

Maintenant que les prix fixes pour les *nouveaux biens* ont été introduits, les prix des biens d'occasion ont augmenté beaucoup plus rapidement que ceux des nouveaux biens. Les automobiles qui se vendaient, à l'état neuf, pour 1 000 dollars en 1941 sont vendues aux concessionnaires, après deux ans de dépréciation, pour un prix de 1 200 à 1 400 dollars, le concessionnaire les cédant à son tour pour une majoration de 200 dollars.³ Aux États-Unis, un vieux réfrigérateur coûte aujourd'hui plus cher qu'un neuf.

La "guerre des œufs" est un bon exemple de l'absence de prix planifiés aux États-Unis. L'État de New York avait introduit un prix plafond pour les œufs au cours de l'hiver 1944. Cette année-là, le marché était toutefois surapprovisionné en œufs et d'énormes stocks d'œufs s'accumulaient dans la ville de New York. Malgré cette situation, les marchands ont maintenu leurs prix. Confronté à ce problème, le maire [Fiorello] La Guardia⁴ de New York a conseillé à la population de ne pas acheter d'œufs tant que les marchands ne baisseraient pas leurs prix⁵.

Ces cas, et d'autres similaires, montrent que, malgré l'intervention de l'État, l'anarchie en matière de réglementation des prix existait toujours pendant la guerre.

¹ American notes", *The Economist*, 5 septembre 1942, p. 14

² En Allemagne, les gens sont avides d'acheter des actions de sociétés industrielles. Les prix des actions augmentaient si rapidement que l'État a été contraint de fixer leurs prix, ce qui, en pratique, signifiait suspendre les activités de la bourse.

³ *The Economist*, 22 avril 1944, p. 533.

⁴ [Fiorello La Guardia (1885-1947) était un maire républicain de la ville de New York (1934-1935)].

⁵ "La Guardia urges boycott of eggs ; live poultry "strike" on", *The New York Times*, 4 janvier 1944, p. 19.

Quoi qu'il en soit, la meilleure preuve de l'impossibilité de la régulation des prix et de la circulation monétaire est le fait que l'inflation est apparue partout, sauf aux États-Unis, en Angleterre et dans les pays ayant formé un bloc monétaire avec eux pendant ou après la guerre.

La réglementation des prix par l'État et des taxes élevées ont été introduites afin d'empêcher la montée en flèche des profits de guerre. Un rapport publié par le président [Harry S.] Truman de la commission spéciale du Sénat indiquait que cet objectif n'avait pas été atteint. En outre, l'État a tenté de récupérer des milliards de dollars de bénéfices de guerre excessifs lors des négociations avec les grands fournisseurs de biens de guerre au sein de la Commission de renégociation.¹ Une seule entreprise – la United Aircraft Corporation [d'East Hartford, Conn.] – a remboursé "volontairement" 286 millions de dollars de ses superprofits des années [de guerre] 1941-5 !

Les dirigeants de ces entreprises ont essayé de dissimuler une partie de leurs bénéfices pour l'impôt en appliquant les techniques les plus sophistiquées et en les utilisant pour leurs propres dépenses privées. *Harper's Magazine*, une revue américaine que l'on peut difficilement qualifier de publication radicale, commente :

On entend parler d'énormes banquets donnés dans nos grands hôtels, avec des dépenses faramineuses en nourriture, boissons, décorations et divertissements. Dans un cas, chaque invitée féminine s'est vue offrir une orchidée violette à 10 \$ ou une orchidée blanche à 25 \$; dans un autre cas, *la facture pour les seuls artistes* s'élevait à 700 \$. Un grand hôtelier de l'une de nos plus grandes villes me dit que les sommes dépensées pour l'alcool dans ses locaux dépassent ce qu'il pouvait imaginer il y a quelques années. "Le ciel est la limite", dit-il. La provenance de l'argent est évidente : "C'est la société qui paie" – "C'est le gouvernement qui paie". On entend parler de sociétés qui achètent des hôtels et des logements Pullman qui sont utilisés par les cadres en cas de besoin et qui, sinon, restent simplement inoccupés – "Avec la situation fiscale actuelle, c'est le gouvernement qui les paie". On entend parler d'une société – qui n'est pas dans le commerce de l'alcool – qui garde en réserve plusieurs centaines de caisses d'alcool à des fins de divertissement. Il est impossible de dire quelle part de l'argent qui coule aujourd'hui dans nos hôtels et nos boîtes de nuit, dans les stations balnéaires de Floride, et en frais de billetterie provient des fonds de divertissement des entreprises (même s'ils sont déguisés dans les livres), mais la proportion est probablement importante.²

Le fait que les moyens de production soient entre des mains privées favorise toujours une utilisation illégale des réglementations de l'État.

Dans l'Allemagne fasciste, où l'État a essayé de contrôler toutes les activités économiques, les réglementations ont été continuellement enfreintes pendant la guerre. Les journaux allemands rapportaient jour après jour les condamnations prononcées pour avoir caché des biens appartenant à l'État. Bien qu'à partir de 1940, des condamnations à mort aient été prononcées pour l'abattage illégal de bétail et le commerce illicite de viande, le vol de beurre dans les cantines, etc.

Mais les infractions aux règlements économiques étaient aussi régulièrement commises dans les pays démocratiques. Nous n'en donnons ici que quelques exemples :

¹ *Rapport supplémentaire de la commission spéciale chargée d'enquêter sur le programme de défense nationale*. 1944, p. 45.

² Allen, Frederick Lewis, 1944, 'Who's getting the money?', *Harper's Magazine*, 189, 1129: 1-10., p. 9.

[En Angleterre], il n'y a pratiquement personne dans le pays qui ne voie ou n'entende parler d'un excès flagrant d'automobilisme : des voitures portant l'inscription CD ou "Doctor" stationnées à Hurlingham ou dans des réceptions à Londres ; des allocations d'essence pour des chiens de chasse en visite ; des officiers en uniforme en mission d'épargne de guerre conduisant tranquillement dans les Home Counties, alors qu'un service de train parfaitement adéquat est disponible ; et ainsi de suite¹.

Aux Etats-Unis, le Secrétaire à l'Agriculture [Claude R.] Wickard,² a estimé que la quantité de viande illicite mise sur le marché représentait plus de 20 % de la quantité totale de viande fixée par le gouvernement.³ Sur le seul marché de Chicago, les achats illicites de viande s'élevaient à environ un million de dollars par semaine. Après l'introduction des carnets de rationnement, les arrivées de bétail dans les abattoirs fonctionnant légalement ont diminué : porcs -28 pour cent, veaux -26 pour cent, bêtes à cornes -12 pour cent.⁴

La situation ne s'améliore pas pendant la guerre. Le sénateur Elmer Thomas,⁵ président de la commission sénatoriale [d'enquête sur l'alimentation], a déclaré le 10 avril 1945 qu'il ne savait pas quoi faire contre le marché noir de la viande " parce que vous ne pouvez pas poursuivre l'ensemble des États-Unis.... Nous sommes en train de créer une nation de hors-la-loi [...]. La ville de New York n'est qu'un grand marché noir". Il avait entendu dire que là, et dans la plupart des grandes villes, 90 % de la viande était vendue au marché noir.

Le sénateur [Kenneth S.] Wherry⁶ affirmait que 60 tonnes de viande étaient vendues chaque semaine à Washington sur le marché noir à des prix de gros deux fois supérieurs au prix officiel.⁷

Et voici un exemple du marché du change.

Charles Leonard, de Heathview, Crompton Avenue, Hampstead, a été condamné à une amende de 40 000 £ et à 50 £ de frais par M. McKenna au tribunal de police de Bow Street hier pour avoir omis de faire en sorte que 112 387 \$ (27 818 £) soit offerts à la vente au Trésor public. Il a plaidé "coupable". Il a été dit qu'il était passible d'une peine maximale de 83.454 £.⁸

Dans les conditions existantes, l'intervention de l'État dans l'économie dans l'intérêt des individus conduit inévitablement à plus de corruption au sein de " l'économie planifiée ". Cela s'est produit en particulier dans l'Allemagne fasciste. Voici un exemple pour l'année 1944.

Le directeur Kapp, âgé de quarante ans, membre d'un conseil de l'armement et des munitions a participé à des délibérations sur la fermeture d'entreprises qui ne sont pas importantes pour la production de guerre. Ce Kapp a diffusé des informations secrètes qu'il a obtenues officiellement et il a contacté une entreprise qui était sur la liste de fermeture. Il a proposé d'empêcher cette fermeture. En retour, il a exigé un certain nombre d'actions dans l'entreprise.⁹

¹ Industry and trade ", *The Economist*, 31 octobre 1942, p. 552.

² [Claude R. Wickard (1893-1967) était secrétaire à l'agriculture (1940-5)].

³ Kent, George, 1943, 'Black Market Meat' , *American Mercury*, 20, 6:, pp. 721-7.

⁴ Kent, George, 1943, 'Black Market Meat' , *American Mercury*, 20, 6: 721-7., p. 722.

⁵ [Elmer Thomas (1876-1965) était un démocrate représentant l'Oklahoma au Sénat (1926-51)]

⁶ [Kenneth S. Wherry (1892-1951) était un sénateur républicain du Nebraska].

⁷ "New York "One big black market"", *The Times*, 11 avril 1945, p. 3.

⁸ "Dollars not offered to the Treasury", *The Times*, 20 décembre 1941, p. 4.

⁹ *Preussische Zeitung*, 12 octobre 1944.

Certains cas similaires ont été rendus publics ; beaucoup d'autres ont été gardés secrets.

Tout cela prouve que, malgré les réglementations de l'État, l'anarchie de la production et le manque de planification restaient caractéristiques du capitalisme, même pendant la guerre.¹

Pendant la guerre, des sociétés scientifiques pour la "planification" capitaliste ont été formées aux Etats-Unis et en Angleterre ; un certain nombre de livres et de brochures ont été publiés sur ce sujet.

Aujourd'hui, après la guerre, le problème de la "planification" est mis en avant en même temps que la diminution du rôle régulateur de l'État. Le rôle de ce dernier refera surface dans deux ou trois ans, lorsque la prochaine crise éclatera.

¹ Parmi les membres de l'American National Planning Association, on trouve des personnes bien connues comme le professeur Alvin H. Hansen, Beardsley Ruml, Isador Lubin et d'autres. A la fin de la guerre, ils avaient publié une quarantaine de brochures. Des plans précis ont été élaborés après la guerre et publiés dans une brochure intitulée *National Budgets for Full Employment* [1945]. Il n'existe aucune référence sur la manière de réaliser ces plans !

3.

Concentration et centralisation de la production et du capital pendant la guerre

La concentration de la production et du capital est une caractéristique du mode de production capitaliste.¹ La guerre a renforcé ce processus. La concentration et la centralisation du capital se sont développées exceptionnellement vite pendant la Seconde Guerre mondiale. Pendant une longue période, les résultats de ces changements seront reconnaissables après la fin de la guerre.

Pendant la guerre, *la concentration de la production industrielle* a été encouragée par l'État. Les exigences de guerre réelles des pays belligérants ont stimulé la mobilisation de tous les moyens économiques dans l'intérêt de la production de guerre. Au fur et à mesure que la guerre s'intensifiait et se prolongeait, les moyens de production importants, c'est-à-dire la main-d'œuvre, les moyens de production et les matières premières, devenaient de plus en plus rares. Par conséquent, les politiques gouvernementales consistaient à concentrer la main-d'œuvre autant que possible dans les entreprises industrielles les plus modernes, employant les meilleures machines et utilisant les matières premières de la manière la plus rationnelle, c'est-à-dire les entreprises qui avaient le mieux organisé la productivité du travail et la production dans des conditions égales. Normalement, il s'agit des plus grandes entreprises. Par conséquent, de nombreuses petites et moyennes entreprises ont été fermées par décret gouvernemental.

Dans l'Allemagne fasciste, tous ces phénomènes peuvent être observés à grande échelle. Bien avant que Hitler ne déclare la guerre au monde entier, ce processus de concentration s'était déjà accéléré, car les préoccupations militaires déterminaient entièrement la politique économique de l'Allemagne.

Pendant la guerre, et surtout pendant la période de "mobilisation totale", les petites et moyennes entreprises ont été fermées par les méthodes cruelles des fascistes d'Hitler. Des centaines de milliers d'entreprises sont restées inactives, des secteurs industriels entiers produisant des biens de consommation pour la population civile ont arrêté leur production. Les hitlériens n'ont épargné que les petites entreprises industrielles ainsi que les importantes entreprises artisanales qui s'étaient entièrement spécialisées dans la production de pièces pour l'industrie de guerre.²

Ces chiffres (voir tableau 1) montrent la centralisation du capital en Allemagne.³

¹ [Publié à l'origine dans E. Varga, *Izmeneniya v ekonomike kapitalizma v itoge vtoroy mirivoy voyny*, Moscou : Ogiz Gosudarstvennoe izdatelstvo politicheskoy literatury, 1946, Chap. 3, pp. 51-66 ; "*Die Konzentration und Zentralisation der Produktion und des Kapitals während des Krieges*", Als Manuskript für Funktionäre gedruckt, Zonenleitung der K.P.D., britische Zone, Spezialdruckerei Pittroff & Co. AAM 40 Wuppertal, Klasse B - 8.471500].

² Depuis 1943, la politique allemande a changé vis-à-vis des petites et moyennes entreprises et des entreprises artisanales importantes situées en dehors des zones urbaines. Les bombardements des grandes villes allemandes et des centres industriels font que l'on préfère établir les petites entreprises dans les villages et les petites villes qui sont moins vulnérables aux attaques aériennes.

³ *Deutsche Allgemeine Zeitung*, 28 novembre 1944, sur la base de données officielles.

Tableau 1 **Centralisation du capital en Allemagne**

Total du passif des entreprises (en 1,000 RM)	Nombre de sociétés anonymes				Capital (en million RM)
	Fin 1927	Fin 1931	Fin 1942	Jusqu'au 1er novembre 1943	Jusqu'en décembre 1943
Jusqu'à 5	604	342	19	19	0.1
5-50	1,635	1,126	127	117	3.8
50-100	1,367	1,252	182	173	10.0
100-500	3,802	3,340	1,515	1,463	344.0
500-1,000	1,482	1,352	841	859	556.0
1,000-5,000	2,378	2,255	1,843	1,840	3,970.0
5,000-20,000	540	578	617	632	5,736.0
20,000-50,000	98	121	153	156	4,477.0
+ 50,000	60	71	107	108	14,639.0
Totaux	11,966	10,437	5,404	5,367	29,735.9

Les chiffres montrent qu'environ la moitié du passif appartient aux 108 plus grandes entreprises, chacune ayant un capital de plus de 50 millions de marks. Certaines petites entreprises ont été transformées en sociétés à responsabilité limitée sous le régime fasciste. Pendant la guerre, de nombreuses petites sociétés à responsabilité limitée et plusieurs entreprises privées ont été fermées. Dans la région de Łodz, les Allemands ont déjà fermé quelque 40 000 des 43 000 entreprises commerciales.¹

Nous n'avons pas de chiffres exacts sur le nombre de petites entreprises qui ont été fermées, sur le nombre d'entrepreneurs qui étaient auparavant "indépendants" et qui ont été transformés en travailleurs salariés dans les grandes usines de l'industrie de guerre. Leur nombre devrait sans doute dépasser quelques centaines de milliers.

En Angleterre, la concentration de la production était généralement réalisée par des accords conclus dans un même secteur industriel.²

Jusqu'à la fin de 1942, 2.700 entreprises industrielles de différents secteurs ont été fermées, libérant environ 250.000 travailleurs pour l'industrie de guerre. Environ 5 000 entreprises des mêmes secteurs ont été autorisées à poursuivre leur production. Contrairement à l'Allemagne, l'arrêt de la production ne signifie pas nécessairement la fermeture définitive de l'entreprise. Les entreprises qui arrêtent la production poursuivent leurs activités en tant qu'organisations commerciales, ne commercialisant pas leur propre production, mais celle des autres usines de leur secteur.

Aux États-Unis, la concentration obligatoire était moins importante qu'en Allemagne ou en Angleterre. Grâce à leurs gigantesques réserves de tous les moyens de production - main-d'œuvre, moyens de production, matières premières - les États-Unis ont pu doubler leur production pendant la

¹ *Deutsche Allgemeine Zeitung*, 11 novembre 1944.

² Au début de la guerre, la concentration de la production de guerre était moins importante qu'aux États-Unis et en Allemagne ; il existait par exemple environ 9 000 mines de charbon et 82 000 entreprises employant moins de 20 travailleurs.

guerre sans prendre ce genre de décision. Jusqu'en mars 1944, la consommation américaine de matériel de guerre n'était pas si énorme par rapport à la force de ses forces armées. Par conséquent, la nécessité de mobiliser toutes les ressources économiques en fermant un grand nombre d'entreprises n'était pas ressentie comme une urgence. Cependant, un certain nombre de nos entreprises dans les secteurs des machines agricoles, des machines à écrire, des bicyclettes¹ et autres ont été fermées et leur production a été concentrée dans les entreprises restantes.

Aux États-Unis, les commandes gouvernementales ont été utilisées comme méthode de base pour concentrer la production dans de grands monopoles.

De juin 1940 à la fin novembre 1942, les commandes de l'Etat se sont élevées à environ 60 milliards de dollars américains.² 70,1 pour cent de ces commandes sont allées à 100 entreprises ; un tiers des commandes (presque 20 milliards de dollars américains) sont allées à cinq entreprises³ (voir tableau 2).

TABLEAU 2 **Commandes d'Etat allant à cinq entreprises américaines** (en milliard US\$)

Entreprises	Milliard US\$
General Motors	7,25
Curtiss-Wright Aircraft	4.61
Bethlehem Steel Company	2.95
Douglas Aircraft	2.37
United Aircraft	2.34

Il est évident que seule une partie des commandes a été exécutée par ces cinq entreprises dans leurs propres usines ; une plus grande partie a été sous-traitée par des dizaines de milliers de petites entreprises. Plus de détails suivront.

L'importance énorme des grosses commandes d'une valeur de 20 milliards de dollars américains obtenues par les cinq entreprises susmentionnées en deux ans doit être replacée dans ce contexte : selon les statistiques officielles, la valeur brute de la production totale de l'industrie manufacturière américaine avait baissé entre 1929 et 1933 de 70 milliards de dollars américains à 31,4 milliards de dollars américains.⁴

D'autre part, la somme de 20 milliards de dollars US déjà mentionnée équivaut au revenu annuel total de l'Angleterre avant la guerre.⁵

En Angleterre, une somme substantielle du budget est également allée à un petit nombre d'usines. Selon des sources officielles, le ministère de l'Air a distribué 80 % de toutes ses commandes à 50 entreprises. En outre, quelque 15 000 entreprises sous-traitantes produisaient des pièces pour ces commandes.

On ne dispose pas d'informations sur l'Allemagne, mais un petit nombre de grandes entreprises monopolistiques ont sans doute obtenu la plus grande part de toutes les commandes de guerre. Une

¹ Ainsi, 10 usines sur 12 produisant des bicyclettes ont été fermées.

² Les petites commandes de moins de 50 000 dollars américains ne sont pas incluses.

³ "From concentration to monopoly", *The Economist*, 25 septembre 1943, p. 427.

⁴ *Statistical Abstracts of the United States 1938*, p. 749.

⁵ Clark Colin 1937, *National Income and Outlay*, London: Macmillan., p. 89.

forme particulière de concentration de la production accompagnait ce phénomène ; de nombreuses entreprises artisanales étaient réduites au statut de *fournisseurs de pièces produites pour certaines grandes entreprises*.¹ Cette méthode particulière de concentration de la production était largement utilisée dans tous les pays belligérants. Toutes ces entreprises restaient formellement indépendantes et autonomes ; économiquement, elles devenaient cependant dépendantes d'une seule et même entreprise gigantesque ; elles fournissaient, année après année, les grandes entreprises en pièces détachées. Ce type de relation pouvait être plutôt rentable pour ces petites entreprises tant que la guerre durait. Cependant, il est devenu très difficile, voire totalement impossible, pour ces entreprises transformées en sous-traitants de rompre avec ce type de dépendance après la guerre en produisant et en vendant leurs marchandises de manière indépendante sur le marché afin de retrouver leur ancien statut.

Un autre facteur sérieux contribuant à la concentration accrue de la production pendant la guerre était que *les entreprises nouvellement créées pendant la guerre étaient en général gigantesques*. Cette affirmation se réfère non seulement aux usines américaines d'avions, de moteurs, de construction navale et d'aluminium nouvellement créées, mais aussi aux installations anglaises et allemandes dans ces branches.

En conséquence de tous ces changements déjà mentionnés, une partie importante de la production industrielle s'est concentrée dans de grandes entreprises plus qu'avant la guerre. Cependant, les données statistiques de l'ensemble de l'industrie dans les pays belligérants ne sont pas encore disponibles.

Le type de géants créés pendant la guerre aux États-Unis est le mieux illustré par le cas de General Motors. Le rapport sur l'année 1943 mentionne :

Aux États-Unis, la General Motors Corporation gère 99 usines appartenant à la société et 16 usines appartenant au gouvernement. Dans ces usines, environ 130 000 machines sont utilisées pour la production de matériel de guerre et de biens similaires ; 69 000 d'entre elles appartiennent à la General Motors Corporation. Parmi elles, 17 000 machines, qui ne sont pas utilisées en temps de guerre, ont été stockées. Environ 3 100 machines ont été vendues. Le montant total des salaires s'est élevé à 1 321 999 829 us\$, le nombre de travailleurs employés à 448 848 personnes. Le nombre total de travailleurs employés s'élève à environ 500 000.²

D'après ces chiffres, on peut affirmer que le nombre de travailleurs employés ici équivaut approximativement au nombre de travailleurs d'un pays industrialisé comme la Belgique. General Motors employait elle-même environ 500 000 ouvriers et employés. Mais les sous-traitants produisant différentes pièces pour General Motors employaient à peu près le même nombre de travailleurs.

¹ Le célèbre constructeur automobile Chrysler, qui produisait des chars d'assaut et des avions au lieu de voitures pendant la guerre, sous-traitait 58,2 % de sa production ; 3 000 pièces sur 4 500 pour les chars d'assaut étaient produites par des sous-traitants ; les entreprises sous-traitantes produisaient 5 881 pièces sur 11 542 pour les ailes du bombardier Martin B-26. Par rapport à la période de paix, le nombre de fournisseurs de pièces travaillant pour Chrysler avait quintuplé. Si un fournisseur ne livrait pas juste à temps, cela contribuait à la désorganisation du processus de production dans cette gigantesque entreprise. Voir *Iron Age* du 11 mars 1943. Ce journal a obtenu les chiffres de ce rapport auprès du directeur général de la société [Herman L.] Weckler.

² *The Commercial and Financial Chronicle*, 27 mars 1944, p. 1251. [Retraduit du russe, de l'allemand et de l'anglais...].

En dehors de General Motors, il existait neuf grands trusts aux Etats-Unis qui employaient (selon les rapports) chacun plus de 100 000 travailleurs en 1943 (voir tableau 23.3).

TABLEAU 3 **Grands trusts US employant plus de 100,000 travailleurs**

Nombre de travailleurs employés (en milliers)	
US Steel Corporation	340
Bethlehem Steel Company	289
Ford	193
General Electric	175
Curtiss-Wright Aircraft Corp.	140
Dupont	115
Westinghouse Electric	115
Chrysler	109
Goodyear	102

SOURCE: *ECONOMIC OUTLOOK*, SEPTEMBER 1944

Les rapports pour 1943 illustrent le degré sans précédent de concentration du capital aux Etats-Unis ; huit entreprises possèdent des engagements d'une valeur supérieure à 1 milliard de dollars américains (voir tableau 4).

TABLEAU 4 **Entreprises américaines détenant des engagements d'une valeur supérieure à 1 milliard de dollars US**

Standard Oil of New Jersey	2,328
General Motors	2,265
US Steel Corporation	2,106
Curtiss-Wright Aircraft	1,295
Dupont	1,115
Bethlehem Steel	1,045
Socony-Vacuum Oil Co.	1,030
Ford	1,009

SOURCE: INVESTIGATION OF CONCENTRATION OF ECONOMIC POWER, N^o. 29, p. 328; *BUSINESS WEEK*, 22 juillet 1944

Bien qu'ils ne soient pas aussi grands et nombreux, des géants comparables se sont également développés dans d'autres pays capitalistes belligérants.

Un rapport pour l'année 1944 publié par la Bethlehem Steel Company montre que le chiffre d'affaires de la société s'élève à 42 millions de livres sterling et que l'entreprise emploie alors environ 50 000 travailleurs.¹ En Allemagne, on peut constater une évolution similaire. *L'IG Farbenindustrie* représente une gigantesque concentration de pouvoir économique en Allemagne. Selon un rapport publié par le *général Eisenhower*, la firme dominait plusieurs secteurs (voir tableau 5)

¹ *The Times*, 25 mars 1945. [Cette référence n'a pas pu être retrouvée dans le Times].

TABLEAU 5 **Domination d'IG Farbenindustrie dans différent secteurs industriels**

Pourcentage de la production totale en Allemagne	
Caoutchouc artificiel	100
Huile de lubrification	100
Vaccins	100
Poisons	95
Nickel	95
Plastiques (bakélites, etc.)	90
Magnesite	88
Explosifs	84
Nitrogène	75

Pendant la guerre, l'IG Farbenindustrie employait plus de 400 000 travailleurs. La valeur totale de ses actifs est estimée à 6 milliards de dollars américains.¹

Parallèlement à la concentration croissante de la production, *une concentration toujours plus rapide du capital s'est produite*. Cela s'est produit à la fois par le biais de l'accumulation et de la centralisation.²

La concentration du capital par accumulation joue un rôle prépondérant ; les conditions préalables à la centralisation du capital par des entreprises plus fortes qui rachètent les plus faibles ne peuvent être créées que si certaines entreprises réalisent des profits plus importants que d'autres et s'accumulent donc plus rapidement.

Comme les profits sont plus élevés pendant la guerre, la concentration du capital par accumulation se fait plus rapidement qu'en temps de paix. Aucun problème de commercialisation n'existe dans une économie de guerre à part entière ; au contraire, la gestion des éléments indispensables du processus de production, c'est-à-dire les matières premières, les machines et les travailleurs, reste le principal problème. Un pouvoir d'achat illimité et une demande effective de matériel de guerre existent dans une économie de guerre. La demande massive de biens similaires stimule une plus grande spécialisation des produits et engendre des réductions de coûts, tandis que les

¹ *Metal Bulletin*, 26 octobre 1945.

² En général, on distingue à tort la concentration de la production d'une part et la concentration du capital d'autre part. Marx distingue deux types de concentration du capital : *la concentration par accumulation et la concentration par centralisation*. Dans le premier cas, le capital des entreprises augmente parce qu'une partie de la plus-value appropriée n'est pas consommée, mais ajoutée au capital de l'entreprise. Dans le second cas, le capital déjà existant d'une autre entreprise est approprié. Marx distingue "le [premier – E.V.] type de concentration qui découle directement de l'accumulation, ou plutôt qui est identique à celle-ci". Marx *Capital*, Volume I, Moscow: Foreign Languages Publishing House., p. 625. En revanche, à propos de la centralisation du capital, Marx écrit : " C'est la concentration des capitaux déjà formés, la destruction de leur indépendance individuelle, l'expropriation du capitaliste par le capitaliste, la transformation de nombreux petits capitaux en quelques grands capitaux. Ce processus diffère du premier en ce qu'il ne présuppose qu'un changement dans la répartition des capitaux déjà en place et en activité ; son champ d'action n'est donc pas limité par l'accroissement absolu de la richesse sociale, par les limites absolues de l'accumulation". Ibid.

salaires réels diminuent également¹. Par conséquent, les profits de l'industrie sont plus élevés pendant la guerre qu'en temps de paix. Il convient en outre de noter que les bénéfices sont obtenus de manière très inégale : les bénéfices sont très importants dans les industries de guerre, mais ils sont nettement inférieurs dans les industries produisant pour la demande de paix.

Les données officielles fournies par l'American Securities and Exchange Commission montrent ces profits plus élevés (voir tableau 6).

TABLEAU 6 **Rendement du capital investi en 1942**

Sociétés	Avant impôts	Après impôts
Jacobs Aircraft Engine Company	679.2	175.2
Beech Aircraft Corporation	563.1	153.0
Bellanca Aircraft Corporation	200.8	143.7
Parker Alliance Company	255.5	121.8
Consolidated Aircraft Corporation ²	578.3	117.0
Elastic Stop Nut Corporation of America	515.6	133.3

SOURCE: ALLEN 1944, p. 6

Il convient également de noter que les grandes entreprises ont "perfectionné" l'art de dresser leurs bilans de manière à ne révéler qu'une partie des bénéfices accumulés. Une partie importante d'entre eux a disparu sous la rubrique des "réserves cachées" pour les "mauvais jours". L'État impose une grande partie des bénéfices inscrits au bilan. Nous pouvons illustrer cela à l'aide des données relatives aux bénéfices réalisés par les entreprises américaines (voir tableau 7).

TABLEAU 7 **Profit des sociétés américaines** (en milliard US\$)

	1939	1940	1941	1942	1943	1944
Avant impôts	5.4	7.4	14.4	19.0	22.8	—
Après impôts	4.1	4.8	7.3	7.4	8.2	9.9

Source: *Survey of current business*, January 1944 and July 1945

Les bénéfices nets inscrits au bilan ont augmenté beaucoup plus lentement que les bénéfices totaux avant impôts. Comme nous l'avons déjà dit, une partie importante des bénéfices est restée sous forme de revenus "cachés" dans les entreprises. De cette façon, une grande concentration de capital se produit par le processus d'accumulation.³

¹ Dans les pays capitalistes belligérants, les salaires horaires réels ont baissé et le taux de surplus a augmenté. Selon les statistiques officielles, les salaires réels annuels des travailleurs ont apparemment augmenté malgré le plein emploi et l'allongement des journées de travail dans la plupart des pays. En raison de la pénurie de biens de consommation, les travailleurs n'ont pas pu dépenser la totalité de leur salaire en argent. Ainsi, malgré leur dur labeur, leurs conditions de vie se sont constamment détériorées pendant l'économie de guerre par rapport à la période de paix. Le degré d'aggravation varie toutefois d'un pays à l'autre, les États-Unis faisant exception.

² [En mars 1943, Consolidated Aircraft et Vultee Aircraft Corporation ont fusionné pour former la Consolidated Vultee Aircraft Corporation (Convair). En 1954, Convair a fusionné avec Electric Boat pour former General Dynamics].

³ Il faut remarquer que l'accumulation est favorisée par l'accumulation de capital fictif et non réel. À l'exception des industries de guerre au sens le plus étroit, la part des valeurs réelles (bâtiments, machines, matières premières, produits manufacturés) dans la composition du capital a diminué d'année en année ; la part des prêts de guerre, des dépôts bancaires et de l'argent liquide, a augmenté constamment. Cette évolution reflète

Les subventions publiques sont une source influente de concentration du capital. Dans les différents pays, elles peuvent prendre différentes formes. Comme nous l'avons déjà souligné, aux États-Unis, où, avant la guerre, une grande quantité de capital fixe était réputée être restée inactive¹, les entrepreneurs ne pouvaient se décider à investir dans de nouvelles usines pour la production de guerre. Ils craignaient que la guerre ne dure pas suffisamment longtemps pour pouvoir amortir leurs investissements. D'autre part, une reconversion de ces usines pour la production de paix après la guerre aurait non seulement augmenté la surcapacité déjà existante, mais aussi causé des problèmes supplémentaires de commercialisation.² Comme nous l'avons déjà mentionné dans notre premier chapitre [de ce livre], de nombreuses usines ont été créées aux États-Unis aux frais du gouvernement.

La revue américaine *Steel*³ donne un aperçu intéressant des activités déployées par l'État en matière de construction de l'industrie de guerre. La Reconstruction Finance Corporation *possédera la moitié de la capacité de production de toutes les installations productives du pays*. Cette société a construit 521 usines d'aviation et en sera également propriétaire. *Ces usines d'avions valent 2,7 milliards de dollars US, soit plus de dix fois la valeur totale de toutes les industries aéronautiques privées réunies*.

La Defence Plant Corporation a dépensé environ 1 milliard de dollars US pour la construction de hauts fourneaux. Des usines produisant 92% de la capacité totale de production de manganèse ont été construites pour cette société. Valeur totale de ces travaux : 430 millions de dollars américains. Neuf usines produisant de l'aluminium d'une capacité annuelle d'environ 600 000 tonnes ont été construites, ce qui représente plus du tiers de la capacité de production totale de ce secteur. Des usines produisant annuellement 800.000 tonnes de caoutchouc artificiel mais dépassant environ un tiers de la demande du temps de paix ont été construites aux frais de l'Etat. En outre, le gouvernement a investi des sommes importantes dans des usines produisant de l'essence à haut indice d'octane, dans des pipelines ainsi que dans la recherche, le développement et la production de matières premières. Après la fin de la guerre, il est devenu public que le gouvernement avait investi deux milliards de dollars dans des installations pour la production de la bombe atomique.

Cependant, le gouvernement n'exploitait pas lui-même ces usines nouvellement construites, mais les avait confiées à des monopoles capitalistes qui les géraient pendant la période de guerre. Soit le gouvernement louait ces usines nouvellement construites aux capitalistes, soit l'ensemble du processus de production était directement géré par des capitalistes recevant une commission de gestion du gouvernement. Même les usines produisant des bombes atomiques étaient dirigées par la Dupont

le fait que les dépenses de guerre d'un pays sont en partie couvertes par la production courante. La plus grande partie, cependant, sera couverte par la richesse publique du pays.

¹ D'après nos calculs, le capital fixe a été utilisé à 67,5 % en Amérique entre 1925 et 1934. L'utilisation de la pleine capacité était ici basée sur le travail en une seule équipe pendant 300 jours par an. (Voir Varga Eugen (ed.) 1939, *Mirovoye khozyaystvo. Ezhegodnik. 1938/1939*, Moscow: Sotsekgiz., pp. 46-57).

² Ces craintes existaient encore pendant la guerre. À la fin du mois d'août 1943, la Chambre de commerce des États-Unis annonce la formation d'un comité sur l'utilisation des usines de guerre et des biens excédentaires, afin de s'attaquer aux problèmes de l'après-guerre. La Chambre déclarait : "Alors que la guerre se poursuit et touche à sa fin, le problème de la disposition des biens excédentaires deviendra de plus en plus important. Il y aura le problème, à la fin de la guerre, de l'utilisation appropriée et efficace des grandes usines de fabrication à usage spécial". Chamber to study war-plant puzzle", *The New York Times*, 29 août 1943, p. 29.

³ *Steel*, 11 octobre 1943, p. 141.

Corporation. Les capitalistes avaient le droit - mais pas le devoir - de racheter l'usine au gouvernement à la fin de la guerre en remboursant les coûts de construction moins l'amortissement.

Bien que dans une moindre mesure que dans l'U SA, l'État anglais et allemand a également construit des usines et acquis des machines pour l'industrie de l'armement et toutes ces machines ont ensuite été louées ou utilisées par de grandes entreprises capitalistes. ¹ Les grandes entreprises japonaises étaient subventionnées par l'État.

Une plus grande concentration du capital a été la conséquence pour les entreprises impliquées.

*

* *

La centralisation du capital progresse plus rapidement dans une économie de guerre que dans une économie de paix. Plusieurs milliers de petites et moyennes entreprises ont été fermées. Lorsqu'ils poursuivent la production, les propriétaires sont soit gênés par l'acquisition de matières premières et l'embauche de travailleurs, soit, comme nous l'avons déjà dit, l'État les oblige à fermer leurs usines. Le capital des entreprises privées passera tôt ou tard, librement ou non, sous l'égide des grandes entreprises qui poursuivent la production. Dans les pays démocratiques, cela conduira dans la plupart des cas à la signature d'un accord volontaire, mais dans les pays fascistes, cela ne se produira qu'après une coercition grossière de l'État.

Le processus de centralisation obligatoire du capital a révélé la nature rapace de l'impérialisme allemand et les efforts avides des capitalistes financiers allemands qui s'enrichissent à tout prix. Ce dernier processus a été réalisé en utilisant trois procédures de base.

Le capital des juifs allemands, estimé à un montant total de 6 à 8 milliards de marks, avait été retiré (déjà avant la guerre) à ses propriétaires et, à quelques exceptions près, remis à de grands capitalistes "aryens". Les hauts responsables du parti fasciste ont pris une part de ce capital juif.

Les industries et les banques des pays conquis sont violemment annexées et confisquées ou, du moins, placées sous le contrôle du capital financier allemand. Les méthodes utilisées sont différentes à l'Ouest et à l'Est. En Haute-Silésie et en Pologne, les entreprises industrielles ont tout simplement été volées à leurs propriétaires et remises aux monopoles allemands – les Hermann-Goring-Werke, l'industrie lourde, les grandes banques – pour leur être distribuées. *Aucune indemnité n'a été versée pour ces travaux.* Certaines formalités sont néanmoins respectées en Autriche, en Tchécoslovaquie et dans les pays occidentaux. En premier lieu, les grandes banques allemandes "reprisent" toutes les actions détenues par les capitalistes anglais, américains et français dans les banques des pays occupés. Si cela ne suffisait pas pour contrôler ces banques, les Allemands achetaient des actions des banques sur le marché boursier libre ou forçaient les banques à émettre de nouvelles actions et ils pouvaient alors acheter l'émission complète. Les *grands groupes industriels* "reprennent" d'importantes entreprises dans les pays occupés ou vassaux ou deviennent leurs "actionnaires". Les Hermann-Goring-Werke ont acquis l'industrie de l'armement en Autriche et en Tchécoslovaquie.

¹ En 1943, un décret a été publié en Allemagne selon lequel les capitalistes étaient obligés d'acheter et de payer les machines fournies par le gouvernement. Ils pouvaient facilement se le permettre car ils avaient déjà drainé d'importantes sommes d'argent sur leurs comptes bancaires. Transformer cet argent en capital productif n'était pas possible.

La technique suivante a été appliquée dans les pays occupés d'Europe occidentale. Les propriétaires des entreprises qui étaient vraiment importantes pour les monopoles allemands ont été fortement "persuadés" de doubler leur capital social et de vendre ensuite les actions nouvellement émises aux monopoles allemands apparentés à un prix relativement bas. Si les directeurs d'une entreprise refusaient de placer leur société aux mains des Allemands, les autorités d'occupation allemandes pouvaient leur retirer l'accès aux matières premières et aux installations de transport ; elles pouvaient retirer leurs commandes et exercer une pression suffisante pour les faire changer d'avis. Le paiement de ces actions était financé par les "coûts d'occupation" payés. Ces derniers étaient fixés à un montant si élevé que les Allemands n'avaient aucune possibilité de les dépenser pour l'achat de biens dans les pays occupés. L'acquisition d'actions n'était donc rien d'autre qu'une forme d'investissement du capital allemand. En réalité, cependant, le capital allemand n'a pas investi un centime dans ces pays. Tous les "investissements en capital" ont été financés sur le compte des coûts d'occupation prélevés sur la population.

La plus haute récompense pour avoir acquis avec rapidité des biens étrangers revient aux Hermann-Goring-Werke. Cette dernière société a porté son capital à 4 milliards de marks et est devenue la plus grande entreprise d'Europe.¹ Les Hermann-Goring-Werke acquièrent quelques usines en Autriche ; en Tchécoslovaquie, ils volent les usines *Skoda*, la *Brünner A.G. Rüstungsproduktion*, ainsi qu'un certain nombre de mines de charbon et de hauts fourneaux. En Pologne, ils acquièrent la part du lion de la société *Oberschlesischen Bergwerksgesellschaft*. En Roumanie, ils contrôlent les quatre cinquièmes de l'industrie minière et sidérurgique. En Norvège, en Suède, en France et en Belgique, tout un réseau d'entreprises se forme, constitué principalement de mines de fer, de hauts fourneaux et d'autres entreprises ayant une certaine importance pour l'économie de guerre allemande. Les Hermann-Goring-Werke voulaient également mettre la main sur l'industrie lourde de l'Ukraine. Pendant l'occupation, les entreprises allemandes Hermann-Goring-Werke "administraient" les mines de fer et les hauts fourneaux de Krivoy Rog, ainsi que les mines de manganèse de Nikopol.

L'industrie lourde d'Alsace-Lorraine est confiée à l'industrie lourde allemande. Rochling, Otto Wolf, Goring (qui a hérité des usines expropriées de Thyssen), etc. reçoivent le butin.

IG Farben a été la plus active de toutes les entreprises en "acquérant" des industries connexes dans les pays occupés et "alliés" et en reprenant de grandes entreprises chimiques comme *Ugine Kuhlmann* en France.

Il est clair qu'après la défaite de l'Allemagne hitlérienne, toutes les propriétés volées par le capital financier allemand dans les pays occupés ont été restituées à ces pays.

Bien avant la guerre, une troisième forme de centralisation obligatoire du capital a été introduite en Allemagne par le biais de la *cartellisation obligatoire* de branches industrielles entières sous l'égide des monopoles.

La centralisation a été encore accélérée pendant la guerre par la fermeture de centaines de milliers de petites entreprises (la liquidation des petites entreprises a atteint son apogée pendant la période de "mobilisation totale"). Les biens des entreprises fermées, c'est-à-dire les matières premières, les machines, le mobilier de bureau, les bureaux, etc. ont été acquis par les grandes entreprises qui poursuivent la production.

¹ La documentation sur les entreprises allemandes est tirée de la brochure *Occupied Europe 1944*, p. 41.

En Angleterre, la concentration du capital était déjà très forte avant la guerre. Selon les calculs effectués par [Harry] Campion dans son livre *Public and Private Property in Great Britain*¹ 6,7 à 74 pour cent de la population adulte possédant en 1936 en Angleterre plus de 1.000 livres sterling, possédaient 83,3 à 85,8 pour cent du capital privé total.

Selon les calculs de Beveridge, 84,5 pour cent de la richesse privée de l'Angleterre était détenue par 7,1 pour cent de la population adulte du pays.²

Il est bien connu qu'aux États-Unis, une grande concentration du capital avait déjà eu lieu avant la guerre. Pendant la guerre, la centralisation du capital s'est accélérée dans les autres pays capitalistes démocratiques, mais on ne dispose toujours pas d'informations exactes sur son importance.

Dans l'agriculture, la concentration et la centralisation n'ont pas dépassé les tendances normales déjà mentionnées. Une pénurie aiguë de main-d'œuvre dans l'agriculture a donné aux moyennes et petites exploitations agricoles qui dépendaient de la force de travail de la famille la possibilité de préserver, plus ou moins, leur survie.

*

* *

Enfin, la concentration accrue de la production, le renforcement de la concentration et de la centralisation du capital sont en partie le résultat de la guerre mondiale ; ils ne sont pas un phénomène temporaire, mais ont un caractère durable (à l'exception de l'acquisition obligatoire d'entreprises en Europe continentale par le capital voleur allemand). L'ampleur exacte de ce processus de concentration et de centralisation accélérées que montrent les chiffres ne sera connue que quelques années après la fin de la guerre, lorsque les données statistiques et les calculs pertinents seront disponibles.

Les conséquences sociales de ce processus sont néanmoins claires sans ces données : un déclin important de la classe moyenne urbaine ; une polarisation encore plus forte au sein de la société entre les deux principales classes sociales, avec d'une part la classe des ouvriers et des employés, et d'autre part la grande bourgeoisie ; une croissance houleuse des entreprises géantes.

Nous illustrerons cela par quelques données tirées du rapport annuel de la firme américaine *Douglas Aircraft*.

Au début de la guerre, l'entreprise employait 8 500 ouvriers ; au début de 1945, elle en employait 187 000. En 1935, le chiffre d'affaires s'élevait à 11 millions de dollars américains. En 1943, la société a livré aux forces armées américaines des avions de combat pour une valeur de 1 milliard de dollars américains. La société a réduit les heures de travail directes par unité d'avion de plus de 50 %, mais a réduit les coûts unitaires pour l'armée de 22 %. L'entreprise a payé plus de 50 millions de dollars US d'impôts. La société a produit plus de 16% en poids de la production nationale d'avions achetés par les forces armées américaines. *Au début de 1943, la société disposait d'un carnet de commandes de guerre d'un montant total de 3 milliards de dollars, soit le plus important de l'histoire de la société.* Avec son carnet de commandes actuel, Douglas Aircraft se classait au quatrième rang national. Trois des principales usines travaillaient tout au long de l'année 1943 à leur capacité de production maximale, mais la production maximale des deux nouvelles usines de l'Oklahoma et de l'usine de

¹ Campion Harry 1939, *Public and Private Property in Great Britain*, London: Oxford University Press..

² Beveridge-As-You-Go ", *The Economist*, 25 décembre 1943, pp. 836-7

Chicago, d'une valeur de 33 millions de dollars américains, ne serait pas atteinte avant le milieu de l'année 1944¹.

Ces données éparses nous donnent néanmoins une image de cette entreprise géante que l'on aurait difficilement pu imaginer il y a quelques décennies.²

Une énorme concentration de la production et du capital par un nombre relativement restreint d'entreprises exceptionnellement grandes conduira après la guerre - mais unimaginable avant celle-ci - à une collaboration toujours plus étroite au sein de puissants cartels. Mais une fois que les demandes insatisfaites pendant la guerre seront satisfaites, on peut prévoir une contraction encore plus forte des marchés. Il s'ensuivra une concurrence sans précédent entre les entreprises géantes qui se sont formées pendant la guerre.

¹ Douglas Aircraft had record output ", *The New York Times*, 5 janvier 1944, p. 27 ; " Douglas Aircraft has record year : Issues annual report", *The New York Times*, 27 mars 1945, p. 34.

² La question de savoir quel type de produits *Douglas Aircraft* devrait produire après la fin de la guerre se pose d'elle-même. Selon des pronostics optimistes, pas plus de 5 pour cent de la capacité de production actuelle de l'industrie aéronautique américaine peut être utilisé pour couvrir la demande de l'aviation civile.

4.

Les tendances à l'appauvrissement dans l'économie de guerre des pays capitalistes

L'économie de guerre fait partie de la tendance à l'appauvrissement des pays belligérants.¹

Le concept de "appauvrissement" doit être clairement distingué du concept généralement connu de "Verelendung [paupérisation] du prolétariat".

L'appauvrissement du pays signifie que la richesse nationale d'un pays, au sens réel du terme, c'est-à-dire la somme des valeurs créées par le travail humain, vaut moins à la fin de l'année qu'au début. La manière dont les richesses sont réparties et ensuite redistribuées entre les classes sociales ne sera pas examinée dans ce contexte. L'appauvrissement est une caractéristique spécifique du capitalisme créé par la guerre et est causé par la somme de la consommation civile déterminée par la guerre et des destructions de la guerre. En temps de guerre, la richesse réelle n'augmente pas comme c'est normalement le cas en temps de paix, mais diminue. Dans la terminologie marxiste : le pays consomme plus que $v + m$ [capital variable + survaleur], consomme même une partie de c , c'est-à-dire une partie du capital constant.

Selon les enseignements de Marx, *la paupérisation du prolétariat* est un phénomène *constant* dans la société capitaliste et déterminé par les lois fondamentales de son développement. Théoriquement parlant, il est toujours à l'œuvre, même en temps de paix et aussi en temps de guerre. La répartition des revenus entre les classes sociales est d'une importance capitale, et *non* le montant de ces revenus ou de la richesse nationale.

L'appauvrissement d'un pays ne conditionne pas la paupérisation du prolétariat ; au contraire, Marx souligne que plus la richesse est accumulée au sommet de la société capitaliste, plus la misère augmente à sa base.

Il est clair que dans un pays ayant une économie de guerre à part entière, le processus d'appauvrissement du prolétariat ira de pair avec la polarisation sociale au sein de la société capitaliste et que la misère des masses laborieuses atteindra un niveau jamais vu auparavant. Il est également évident que, comme nous l'avons déjà soutenu dans notre troisième chapitre², la centralisation du capital progresse également au cours du processus d'appauvrissement du pays : une part croissante de la richesse nationale décroissante est concentrée dans les mains des grands capitalistes. Pendant ce temps, le capital des grands monopoles peut croître en termes absolus pendant le processus d'appauvrissement d'un pays.

L'appauvrissement de la société capitaliste est engendré par les caractéristiques d'une économie de guerre. En raison de *la mobilisation générale*, une partie toujours plus importante de la population active est généralement retirée du travail productif. Dans les mêmes circonstances, cela entraîne une diminution concomitante de la valeur produite.

¹ [Publié à l'origine dans E. Varga, *Izmeneniya v ekonomike kapitalizma v itoge vtoroy mirovoy voyny*, Moscow : Ogiz Gosudarstvennoe izdatelstvo politicheskoy literatury, 1946, Chap. 4, pp. 67-84 ; traduit de Eugen Varga, *Verarmungstendenzen in der Kriegsökonomie der kapitalistischen Länder*, *Veränderungen in der ökonomie des Kapitalismus im Ergebnis des zweiten Weltkrieges*. Imprimé comme manuscrit pour les fonctionnaires, Zonenleitung der K.P.D., britische Zone, Spezialdruckerei Pittroff & Co. AAM 40 Wuppertal, classe B - 8127 9.471500].

² Voir ci-dessus, Chap. 3.

Une autre partie importante de la population active et des moyens de production est désormais utilisée pour la production d'armes et de munitions, etc. *Les armes et les munitions se distinguent fondamentalement de tous les autres biens*, car les moyens de production qui les produisent ne peuvent pas être utilisés pour la production de biens de consommation ; ces biens n'appartiennent pas au secteur I de Marx. *Mais ils ne sont pas non plus des biens de consommation au sens commun du terme* ; ils ne sont pas du capital variable, ils ne sont pas utilisés pour la restauration de la force de travail consommée au cours du processus de production. Parce qu'ils ne sont ni des moyens de production ni des biens de consommation, *ils apparaissent comme des moyens de destruction. Leur utilisation implique aussi, à la limite, leur destruction*. A l'exception des rebuts collectés sur les champs de bataille, ils ne réapparaîtront pas dans le processus de circulation du capital.

Tous les biens, à l'exception des armes et des munitions, éventuellement utilisés dans l'armée se distinguent de cette dernière car ils remplacent une partie particulière de la consommation civile. Les gens portent des vêtements et des chaussures, même s'ils restent des civils. Mais les vêtements, chaussures, etc. portés par les soldats sont, bien entendu, beaucoup plus importants pour l'armée que pour les civils. La vie civile permet également une utilisation beaucoup plus prudente de ces biens. La situation n'est pas très différente en ce qui concerne tous les autres biens de l'armée au sens large du terme (voitures, chevaux, matériel roulant des chemins de fer, etc.) Dans les pays pauvres, la quantité de denrées alimentaires consommées par l'armée est supérieure à la consommation moyenne des civils avant la guerre.

Il y a aussi les destructions causées par les actes de guerre : naufrages de navires, bombardements aériens, destruction systématique des usines, des bâtiments, des chemins de fer et des stocks de marchandises par les armées en retraite, destruction des villes assiégées par les tirs d'artillerie, etc.

Ces facteurs – retrait de la main-d'œuvre de la production, consommation sans précédent d'armes et de munitions et épuisement accru de nombreux autres biens par l'armée, et, enfin, destructions causées par la guerre elle-même – sont les tendances fondamentales motrices conduisant à l'appauvrissement pendant la guerre.

Par conséquent, nous soulignons *qu'il ne s'agit pas d'une loi, mais d'une tendance affaiblie par des contre-tendances qui peuvent être surmontées dans des conditions particulières*.

En premier lieu, nous voulons souligner qu'il existe différents degrés et types d'"économies de guerre". Bien avant le déclenchement de la guerre, l'économie d'un pays peut être largement transformée en économie de guerre, comme ce fut le cas dans l'Allemagne d'Hitler. D'autre part, des pays individuels peuvent formellement faire la guerre, mais sans transformer leur économie en économie de guerre. C'était, par exemple, le cas du Japon pendant la Première Guerre mondiale. À cette époque, le Japon était officiellement en guerre contre l'Allemagne, mais il n'a pas mis son économie sur un pied de guerre, parce que les actes de guerre étaient plutôt insignifiants et que ces opérations ne duraient pas longtemps, et aussi parce que le Japon n'était pas devenu un champ de bataille. Pendant la Seconde Guerre mondiale, le Brésil était un pays belligérant qui a même envoyé des troupes en Italie ; mais prétendre que l'économie brésilienne était une économie de guerre au sens propre du terme serait incorrect. Dans de nombreux cas, les pays neutres entourés de pays belligérants ont dû transformer leur économie bien plus profondément que les pays formellement en guerre, mais ne déployant que très peu d'activités de guerre réelles.

La tendance à l'appauvrissement ne se développe – nous faisons ici une exception pour les pays n'ayant que partiellement mis leur économie sur un pied de guerre – que si l'économie d'un pays belligérant a une *économie de guerre complètement développée* :

- a) *une mobilisation complète* de la plus grande partie possible de la population par l'armée ;
- b) *participation à la guerre proportionnellement à la force numérique de l'armée* ; consommation proportionnelle de munitions, d'armes, de matériel de guerre, etc.
- c) *une participation plus ou moins durable aux opérations de guerre* ;
- d) *des opérations de guerre sur le territoire du pays.*

Si toutes ces conditions sont réunies, la "consommation" totale d'un pays - consommation de l'armée et de la population civile, et destructions de guerre prises dans leur ensemble - dépassera la production effective. En conséquence de la guerre, ses coûts sont couverts dans une large mesure par une diminution de la richesse réelle créée avant la guerre, c'est-à-dire par un appauvrissement du pays.

Un appauvrissement similaire des pays belligérants d'Europe s'est produit pendant la Première Guerre mondiale. La diminution de la richesse nationale allemande pendant la Première Guerre mondiale a été estimée à quelque 20 milliards de marks.¹ Il est largement connu que la Première Guerre mondiale a provoqué une paralysie économique et un appauvrissement de la Russie tsariste.

"La guerre sapait la vie économique de la Russie. Quelque quatorze millions d'hommes valides avaient été arrachés à leurs activités économiques et enrôlés dans l'armée. Les moulins et les usines sont à l'arrêt... *La guerre dévorait les ressources du pays*".²

Il est clair que la tendance à l'appauvrissement est devenue beaucoup plus évidente pendant la Seconde Guerre mondiale que pendant la Première Guerre mondiale, car les armements (chars, divisions mécanisées, forces aériennes) sont non seulement plus chers, mais ils coûtent aussi beaucoup plus cher si on les mesure en temps de travail réel. Malheureusement, à l'heure actuelle, nous ne disposons pas de données suffisantes sur ce problème.

Presque tous les économistes européens confirment ces tendances à l'appauvrissement dans les économies de guerre des pays capitalistes. En 1940, au moment où les dépenses de guerre britanniques étaient encore assez insignifiantes, Keynes écrivait :

Il ne fait guère de doute que, pendant les premiers mois de la guerre, notre taux de consommation privée a dépassé notre excédent de production sur une échelle qui ne peut être maintenue indéfiniment. La demande du gouvernement a été fortement augmentée. Il n'y a aucune raison de supposer que la consommation privée a été suffisamment diminuée. C'est en puisant dans nos stocks

¹ Hettlage Karl Maria 1940, 'Wer bezahlt den Krieg?' , *Der Deutsche Volkswirt; Tägliche Rundschau*, 15, 12-13 (20 December): 475-80., p. 476. [Hettlage ne mentionne que 20 milliards de marks]. [Karl-Maria Hettlage (1902-95) a quitté le parti catholique Zentrum en 1933 ; il est devenu SS-Hauptsturmführer et conseiller d'Albert Speer. Après la guerre, il est nommé au conseil d'administration de la Commerzbank, professeur à l'université de Mayence, secrétaire d'État au ministère des Finances à Bonn, membre de la Haute Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (1962-7)].

² *Histoire du Parti communiste de l'Union soviétique (bolcheviks)* [1939], p. 173. (Je souligne - E.V.).

de produits de base et de ressources étrangères et dans notre fonds de roulement que l'insuffisance a été comblée.¹

Et sur une autre page :

Il est certain, en effet, que le taux actuel des dépenses publiques ne laisse aucune marge pour une augmentation de la consommation privée et que le maintien de la consommation conduit déjà à une réduction des stocks de produits de base et des réserves étrangères à un taux d'épuisement plus élevé que celui qui est sûr.²

La Confédération des employeurs britanniques a écrit : "Ce qui semble clair, c'est que le monde dans son ensemble sort de la présente guerre encore plus appauvri qu'il ne l'était par la dernière guerre..."³

Les économistes fascistes allemands ont également reconnu l'appauvrissement de l'Allemagne pendant la guerre.

La main-d'œuvre, les machines et les matières premières utilisées pendant la guerre et pour la production d'armes sont irrévocablement perdues. Ce fait ne peut être nié, rien ne peut le changer, malgré les montants amortis dans les bilans. Selon les bilans, le capital est disponible, mais il n'existe que nominale et pas réellement.⁴

Une autre difficulté consiste en ce que les entreprises ne peuvent pas se permettre, dans de nombreux cas, des renouvellements et des rationalisations. Pendant la guerre, elles sont obligées de reporter les améliorations techniques en raison de la pénurie de matériaux, de machines, de matières premières et de main-d'œuvre.

La thèse d'une tendance à l'appauvrissement dans une économie de guerre pendant la Seconde Guerre mondiale est à première vue contredite par le fait que certains pays belligérants, en premier lieu les États-Unis et le Canada, ne se sont pas appauvris pendant cette guerre ; au contraire, leur richesse nationale a réellement augmenté par rapport au début de la guerre, bien qu'ils aient envoyé d'importantes quantités de toutes sortes de matériel de guerre aux pays alliés sans recevoir d'équivalents pour ces marchandises. (Livraisons par le biais du prêt-bail ; la contribution du Canada aux frais de guerre de l'Angleterre s'élevant à un milliard de dollars).

Bien que les États-Unis ne se soient pas beaucoup appauvris pendant la guerre, par rapport à la période d'avant-guerre, moins de nouveaux capitaux privés ont été investis. C'est ce que montrent les statistiques officielles (voir le tableau 1).

TABLEAU 1 **Nouveaux investissements en capitaux** (en milliard dollars)

Année	1941	1942	1943	1944	1945
Montant	19.4	7.7	2.1	1.8	6.0

Source: department of commerce, bureau of foreign and domestic commerce, *Survey of current business*, Washington D.C., february and july 1945, volume 25

¹ Keynes John Maynard 1940, *How to Pay for the War. A Radical Plan for the Chancellor of the Exchequer*, New York: Harcourt, Brace and Company., p. 19.

² Keynes John Maynard 1940, *How to Pay for the War. A Radical Plan for the Chancellor of the Exchequer*, New York: Harcourt, Brace and Company, p. 16

³ *Social Insurance and Allied Services* 1942, p. 7.

⁴ *Der Wirtschaftsring*, 7 November 1941.

Pendant la guerre, les investissements de l'État sont devenus très importants. À première vue, ces chiffres bien connus contredisent le fait bien connu que toute l'industrie de guerre américaine a été construite pendant la période de guerre. Les investissements en capital dans les industries de guerre ont apparemment été favorisés par des amortissements plus faibles dans d'autres branches industrielles, par la diminution des stocks, etc. Cela signifie une redistribution de la richesse nationale au profit de l'industrie de guerre.

La raison pour laquelle aucun appauvrissement ne s'est produit aux États-Unis et au Canada est la suivante :

Comme nous l'avons déjà mentionné, une "économie de guerre bien développée" au sens propre du terme n'existait pas à la fin de 1944. A la fin de l'année 1944, seuls 8 à 9 % de la population avaient été appelés sous les drapeaux – ce qui est bien inférieur au pourcentage moyen. Jusqu'au débarquement en France, les actes de guerre des forces américaines étaient comparativement insignifiants. On peut supposer que jusqu'à cette époque, pas plus de 1 à 1,5 million de soldats américains de toutes les armes – par terre, mer et air – participaient à des actions armées. Par conséquent, la consommation d'armes, de munitions, etc. était relativement insignifiante. Enfin, le pays n'a pas été perturbé par des actes de guerre (si l'on exclut le naufrage de navires marchands) ; pratiquement aucune destruction n'a été signalée sur notre territoire. Il en va de même pour le Canada et les dominions anglais.

Il faut aussi mentionner les contre-tendances qui ont surtout très fortement adouci les tendances à l'appauvrissement aux USA, alors que les ressources comme le travail, le capital, les matières premières et les terres arables n'étaient que partiellement utilisées. Nous voulons seulement donner ici un aperçu des contre-tendances les plus importantes qui seront décrites dans d'autres chapitres. Ces contre-tendances sont les suivantes

- a) l'intégration dans le processus productif de personnes restées jusqu'alors sans emploi ou ne travaillant pas du tout ;
- b) un allongement de la journée de travail ;
- c) l'augmentation de la productivité du travail par la rationalisation, la fragmentation du processus de production et son automatisation ;
- d) la restriction de la consommation civile en interdisant la production de biens industriels pour la consommation individuelle, en interdisant la construction de maisons, en rationnant les denrées alimentaires, les vêtements, etc ;
- e) l'utilisation des ressources d'autres pays pour satisfaire les besoins de sa propre économie de guerre.

Aux États-Unis – où quelque 10 millions de personnes étaient sans emploi avant la guerre, où une proportion relativement faible de femmes avaient un emploi rémunéré, où la semaine de travail moyenne de l'ouvrier industriel (en raison de la réduction du temps de travail) n'était que de 35 heures par semaine, où seulement 67,5 pour cent du capital était employé, où l'État subventionnait déjà pendant une longue période avant la guerre et même pendant la guerre la restriction de la production de blé, de coton, de tabac, etc, où tous les pays du continent américain pouvaient être mobilisés en cas de danger – ces contre-tendances l'emportaient nettement sur les tendances à l'appauvrissement. Mais on ne peut néanmoins nier que la grande majorité des pays belligérants, notamment les pays d'Europe continentale, étaient appauvris.

L'appauvrissement touche toutes les formes de la richesse nationale. Les stocks de marchandises et de matières premières des entreprises et des commerçants s'épuisent continuellement. Les bâtiments, les chemins de fer, les machines étaient usés. Les terres arables étaient épuisées en raison du manque d'engrais. Le bétail diminue et perd du poids. Les forêts sont coupées, etc. Les stocks familiaux de denrées alimentaires diminuent ; l'offre et la qualité des biens durables (meubles, vêtements, chaussures, équipements ménagers) diminuent. Selon les conditions concrètes dans les différents pays, l'appauvrissement pourrait évoluer plus ou moins rapidement.¹

Il doit cependant être clair que le processus de paupérisation engendré accélérera encore cette tendance. L'usure des machines entravera le processus de production. La réduction du cheptel et la modification de sa composition impliqueront une détérioration des sols et donc de moins bonnes récoltes. Cela signifiera une diminution de l'approvisionnement en nourriture pour les travailleurs et engendrera une nouvelle baisse de la productivité du travail, etc. Une réaction en chaîne s'enclenchera jusqu'à l'épuisement total du pays.

L'appauvrissement pendant la guerre est allé de pair avec l'augmentation de l'investissement de capitaux frais dans l'agrandissement des installations de production industrielle, d'une importance cruciale pour les activités de guerre. Tous les principaux pays belligérants ont construit pendant la guerre de nouvelles usines d'avions et de chars, des fours pour la production d'acier électrique, des usines produisant des carburants liquides, du caoutchouc synthétique, etc. Plus de 90 % de l'industrie de guerre américaine a été construite pendant la guerre. Dans de nombreux pays, de nouvelles voies ferrées, des oléoducs et des autoroutes stratégiques ont été construits, de nouveaux ports ont été aménagés pour ouvrir de nouvelles lignes maritimes, etc.

*

* *

Bien que l'appauvrissement des pays belligérants soit très clair et incontestable, il est encore difficile de trouver des données fiables étayant suffisamment ce processus dans les différents pays. Les prochaines statistiques d'après-guerre révéleront le degré d'appauvrissement de ces pays. Les considérations suivantes ne peuvent qu'illustrer nos hypothèses générales.

Il est évident que, sans préjudice du pillage de toute l'Europe, *l'Allemagne fasciste n'en a pas moins appauvri la plupart des pays pendant la guerre*. Il convient de noter que l'Allemagne, en mettant son économie sur pied avant la guerre, avait pratiquement utilisé tous ses moyens de production, mais, contrairement aux États-Unis et à l'Angleterre, elle n'a pas disposé d'importantes ressources naturelles.

Les données officielles concernant l'appauvrissement de l'Allemagne ne sont pas publiées. Sur leurs gardes, les hitlériens ne communiquent pas sur le désastre qu'ils ont provoqué. L'appauvrissement de l'Allemagne avait déjà été très important pendant la Première Guerre mondiale.

¹ L'amaigrissement de la population d'Europe continentale, principalement de la population urbaine, est devenu une forme particulière d'appauvrissement. La perte moyenne de poids de la population était d'environ 5 kg par personne, ce qui représente une perte de 1,5 million de tonnes sur une population totale de 300 millions de personnes. Dans ce cas, environ 15 millions de tonnes de denrées alimentaires supplémentaires ont été nécessaires pour récupérer la masse corporelle et la perte de force de travail qui en a résulté. On peut supposer qu'en Chine et en Inde, les gens ont perdu encore plus de poids.

Selon les calculs de la Dresdner Bank, la richesse nationale de l'Allemagne pouvait être estimée à 250 à 255 milliards de marks en 1913, et à 211 milliards de marks en 1922.¹

Ainsi, après avoir enduré quatre années de guerre, l'appauvrissement s'élevait alors à un sixième de la richesse nationale totale d'avant-guerre.

En ce qui concerne la Seconde Guerre mondiale, nous pouvons nous rallier aux estimations du professeur fasciste [Karl-Maria] Hettlage. À la fin de 1940, il écrivait

... Une fois converti en argent, cet amortissement du bilan et sa couverture ne sont pas si négligeables. Pour l'économie privée, elle représente au moins quelque 6 milliards de marks par an ; la dépréciation du parc immobilier s'élève à 1,5 et 2 milliards de marks sur une base annuelle. En période de guerre, la demande de remplacement des moyens de production usés ne peut être réellement satisfaite que dans les secteurs de l'économie devenus d'une importance cruciale pour les militaires... Du point de vue de la fluctuation des stocks de marchandises, *le report de la production de substituts aux moyens de production usés implique que le stock de capital réel du pays sera utilisé à des fins de guerre. En Allemagne, ce type de consommation a pu être estimé à 3 ou 4 milliards de marks en 1940.*

Il faut ajouter à cela les pertes matérielles et même la consommation des stocks de matières premières et de produits finis thésaurisés. La consommation des stocks qui n'ont pas été reconstitués pendant la guerre mondiale s'élève à quelque 20 milliards de marks. *On peut donc supposer qu'en 1940, des stocks d'une valeur de 5 à 6 milliards de marks avaient été consommés.*²

Cet auteur fasciste a calculé que la dévaluation du capital de base et des stocks de matières premières et de produits de base s'est élevée à 8 à 10 milliards de marks au cours de la première année de guerre. En supposant que pendant les années de guerre suivantes, l'appauvrissement soit resté au même niveau, les pertes totales devraient alors s'élever à quelque 50 milliards de marks à la fin de 1944.

Mais, comme on le sait, 1940 a été une année très "calme". Après la très rapide attaque allemande sur les pays voisins à l'ouest, pratiquement aucune nouvelle opération militaire ne suivra. Par conséquent, la consommation de matériel de guerre est restée très insignifiante. De nombreuses troupes sont envoyées en permission et travaillent dans l'arrière-pays. Il est clair qu'après l'attaque surprise de l'Union soviétique, qui a nécessité une énorme consommation de matériel de guerre et entraîné une mobilisation "totale" et même "super-totale", la richesse nationale a diminué.

Il convient également de noter que Hettlage n'a pas discuté de la diminution de la richesse nationale en ce qui concerne l'agriculture. L'appauvrissement s'est rapidement développé dans ce secteur pendant la période de guerre. Les chevaux étaient confisqués, les machines n'étaient pas remplacées, une partie importante du bétail était abattue et le troupeau restant s'émaciait ; à cause du manque d'engrais, le sol perdait sa fertilité d'antan. Les livraisons de machines agricoles destinées à remplacer les anciennes machines usées ont considérablement diminué.

¹ *Die Wirtschaftliche Krafte der Welt* 1930.

² Hettlage Karl Maria 1940, 'Wer bezahlt den Krieg?' , *Der Deutsche Volkswirt; Tägliche Rundschau*, 15, 12-13 (20 December): 475-80. p. 476.

Les données officielles suivantes (voir tableau.2) illustrent l'importance de la diminution du cheptel en Allemagne.¹

TABLEAU 2 **Diminution du cheptel en Allemagne**

Années	Bovins à cornes (millions d'animaux)	Porcs (millions d'animaux)
1939	23.5	29.0
1942	22.8	17.3
1943	22.9	15.4

Les données de 1943 se rapportent au mois de juin ; les données plus récentes ne sont pas disponibles.² Une fois que les importations de bétail et – ce qui est encore plus important – les importations de fourrage en provenance des pays temporairement occupés ont cessé, l'abattage du bétail a évidemment augmenté. Un bref rapport publié à la mi-mars [1944] dans tous les journaux allemands le confirme :³

Le bétail à cornes est devenu la plus importante source d'approvisionnement en viande pour notre alimentation. Alors qu'au cours de la première année de l'économie de guerre, le bœuf et le veau ne fournissaient que 46 % des livraisons totales aux bouchers et aux charcutiers, cette part est passée à 75 % au cours de la quatrième année de l'économie de guerre. Dans un avenir proche, cette proportion de la consommation de viande bovine va encore augmenter.

Ce court rapport fait également référence au fait que le nombre de vaches laitières a augmenté, mais que "le bétail engraisé pour l'abattage a diminué après le début de la guerre et a continuellement diminué pendant toute la période de guerre".

Les bombardements aériens ont joué un rôle important dans le processus d'appauvrissement de l'Allemagne, mais pas de la manière dont la propagande anglaise l'a prétendu.⁴ Après l'occupation de l'Allemagne, il est devenu évident que jusqu'au quatrième trimestre de 1944, l'Allemagne avait réussi à réparer les usines d'armement. Un rapport secret du ministre de l'Armement, Albert Speer, datant du début de 1945, mentionnait que les Allemands avaient réparé six à dix fois leurs usines détruites et que la production d'armes et de munitions n'avait sérieusement diminué qu'au cours du quatrième trimestre de 1944 : environ 30 à 40 % de moins que ce que la *Wehrmacht* demandait. Après avoir observé les résultats des bombardements dans l'Allemagne occupée, on ne peut que constater que les bâtiments des usines ont été sérieusement endommagés, mais aussi que les usines elles-mêmes, notamment l'industrie mécanique, n'ont subi que des dommages superficiels. Avant et surtout pendant la guerre, de nombreuses usines d'armement allemandes fabriquaient dans des installations souterraines ou étaient déplacées quelque part dans les forêts.

¹ *Deutsche Allgemeine Zeitung*, 9 March 1944.

² Après la capitulation de l'Allemagne, une édition secrète du *Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich* a été découverte. Malheureusement, ces données se rapportent à un territoire dont les frontières changent d'année en année, ce qui rend les chiffres incomparables.

³ Nous reproduisons le texte de ce court rapport tel qu'il a été publié dans le *Volkischer Beobachter* du 11 mars 1944.

⁴ En nous basant sur ces sources, nous avons surestimé dans nos publications "l'épuisement des ressources naturelles de l'Allemagne" causé par les bombardements aériens et le rythme de leur épuisement. [En 1941 et 1942, Varga avait publié une brochure sur l'épuisement de l'économie allemande ; cette publication a été traduite dans différentes langues soviétiques et dans le *Kommunisticheskiy Internatsional* du Comintern de 1941,8:15-29, et 1942,2:14-20].

C'est pourquoi les bombardements aériens des premières années de la guerre n'ont pas sérieusement endommagé le potentiel de guerre de l'Allemagne.

À cause des attaques aériennes, la richesse privée de l'Allemagne a diminué en termes réels. De nombreuses maisons ont été détruites. Il faut également ajouter aux pertes causées par ces destructions tous les biens personnels, tels que les meubles, les assiettes et la vaisselle, les denrées alimentaires, les vêtements, etc. Un auteur fasciste, un certain [Heinrich] Hunke,¹ écrit : "Supposons que 100 000 personnes soient devenues des sans-abri. Cela signifie que 30 000 familles ont perdu tous leurs biens et que la richesse nationale a diminué d'au moins un demi-million de marks"². À l'automne 1944, les activités de guerre des Alliés sur le territoire allemand - en Prusse orientale et en Allemagne de l'Ouest - ont provoqué d'importantes destructions. En battant en retraite, les Hitlériens furieux ont même détruit leur propre pays, bien que l'Allemagne ait déjà clairement perdu la guerre.

Il est évident qu'à la fin de la guerre, une partie importante du capital réel de l'Allemagne a été perdue.³

L'appauvrissement de l'Allemagne aurait été beaucoup plus important pendant la Seconde Guerre mondiale si une plus grande partie - environ un quart à un tiers selon nos calculs - des dépenses de guerre n'avait pas été couverte par le pillage des pays occupés.

Les pays ayant souffert de l'occupation allemande sont particulièrement appauvris. L'Allemagne les a pillés, a forcé toute leur économie à produire pour l'effort de guerre allemand et les territoires occupés ont été impitoyablement détruits au moment de l'évacuation.

La situation des pays mentionnés ci-dessus peut être illustrée par le cas de la France, bien qu'il faille noter que, en raison de la retraite rapide des Allemands et des opérations réussies de la Résistance, la France a été comparativement moins détruite que, par exemple, l'Italie, la Yougoslavie, la Pologne et la Hongrie.

Pendant l'occupation, les hitlériens ont obligé la France à payer 620 milliards de francs pour les "coûts d'occupation", soit environ 12,4 milliards de dollars au taux de change de 50 francs pour un dollar fixé par les Alliés. Nous ne parlons pas ici des pillages individuels commis par les soldats allemands. D'autres facteurs graves d'appauvrissement de la France sont : la déportation de deux ou trois millions de travailleurs sur une période de plusieurs années – prisonniers de guerre et travailleurs "recrutés", c'est-à-dire en majorité des personnes déportées de force en Allemagne ; des moyens de production travaillant pour les objectifs de guerre de l'Allemagne ; les dévastations causées par les

¹ [Le professeur Dr. Heinrich Hunke (1902-2000) était un fonctionnaire du NSDAP et un idéologue économique ; membre du Reichstag ; fonctionnaire du ministère des affaires économiques, président du Conseil économique allemand ; il est devenu directeur de la Deutsche Bank en 1943. Après la guerre, il a rejoint le Bund der Heimatvertriebenen und Entrechteten (BHE)].

² Hunke, Heinrich *Die Kernfragen des wirtschaftspolitischen Kampfes in der Gegenwart*, *Die Deutsche Volkswirtschaft. Nationalsozialistischer Wirtschaftsdienst*, Berlin, 12, 27:p. 833. 1943.

³ La diminution de la richesse nationale de l'Angleterre (voir plus loin) a été officiellement estimée à un quart ; l'Allemagne ayant été un champ de bataille, il va sans dire que la diminution de la richesse nationale devrait être beaucoup plus importante.

activités de guerre sur le territoire français ; la destruction des ports et des chemins de fer¹ de l'Atlantique et les dommages causés par les attaques aériennes des forces aériennes alliées et allemandes.

La richesse nationale de la France a clairement subi des pertes très importantes pendant la guerre. La politique lâche et perfide des traîtres à la patrie, des réactionnaires français visant à établir leur propre domination sur les travailleurs français par leur collaboration et leur soumission au régime hitlérien causera de très lourds dommages matériels à la France.²

Une source officielle américaine donne un aperçu général du pillage allemand de la Belgique.³ Les Allemands ont pris 45 % de la production du pays au cours de la période 1943-4. Le revenu national de la Belgique – aux prix de 1939 – a diminué de 64 milliards de francs avant la guerre à 27,5 milliards en 1944. Un appauvrissement substantiel du pays en est évidemment la conséquence.

Un appauvrissement encore plus important s'est produit dans toutes les économies des pays d'Europe de l'Est ayant été occupés par l'Allemagne et ses alliés. *Szabad Nép* (du 2 juin 1945), le journal du Comité central du Parti communiste hongrois, parle des dommages que l'Allemagne a causés avec l'aide de la Hongrie "alliée". Le journal publie des extraits d'un discours prononcé par le ministre de la Reconstruction Ferenc Nagy :⁴

Environ 30 à 40 % de notre industrie de transformation est détruite et sa production ne représente plus que la moitié de sa production totale d'avant-guerre. En raison des dégâts, beaucoup de nos mines sont inondées. Le démantèlement des usines par les Allemands a eu de mauvaises conséquences, surtout pour l'industrie lourde et l'industrie des matériaux de construction. Notre agriculture ne sera rétablie qu'après plusieurs décennies de ses dommages causés par la guerre et la rapacité des Allemands. Pas plus de 25 pour cent des chevaux et 30 pour cent du bétail à cornes ont survécu à la guerre. Les transports ont surtout souffert des destructions de la guerre. Seuls 12 pour cent des locomotives et environ 8 pour cent du matériel roulant des chemins de fer sont disponibles. Les Allemands ont surtout détruit les berges des chemins de fer. Ils ont fait sauter des aiguillages, des gares et des lignes électriques. Pas un seul des ponts sur les grandes rivières n'est resté intact.

¹ À la fin de 1944, les cheminots français décrivent la situation des chemins de fer : en août, environ 4 200 km du réseau ferroviaire ont été endommagés, dont 800 km de voies ferrées principales. À la libération, 100 gares centrales et 24 embranchements (sur un total de 40) étaient hors d'usage. Avant la guerre, la SNCF possédait 15 000 locomotives. Après les livraisons aux Allemands, il restait 11 000 locomotives. Un nombre important d'entre elles avaient été détruites ou endommagées par les Allemands lors de l'avancée des Alliés. Il ne restait donc plus que 2 500 locomotives pour la France. Grâce aux efforts des cheminots, 5 600 locomotives sont aujourd'hui opérationnelles. Avant la guerre, la SNCF possédait 450 000 wagons ; mais aujourd'hui, après la réparation de quelque 20 000 wagons, il y a 140 000 wagons disponibles.

² Comme une partie importante de la jeune population masculine de France est restée à l'étranger pendant plusieurs années, des problèmes démographiques vont bientôt se poser.

³ Szymczak, M. S., 'Economic Problems of Belgium', *Federal Reserve Bulletin*, 1945, p. 10.

⁴ [Ferenc Nagy (1903-79) était membre du Parti paysan des petits propriétaires hongrois.]

Un auteur américain a rapporté (voir tableau 3) l'épuisement du stock de bétail sur le continent européen à la fin de 1942.¹

TABLEAU 3 **Diminution du cheptel à la fin de 1942**

Année	Moutons*	Bovins†	Porcs‡
	14 pays	21 pays	17 pays
1939	78,414,000	95,933,000	66,303,000
1942	72,759,000	80,150,000	48,114,000
Décroissance en %	7%	16%	27%

* Norvège, Danemark, France, Espagne, Portugal, Italie, Suisse, Tchécoslovaquie, Pologne, Grèce, Bulgarie, Roumanie, Estonie, Finlande.

† Norvège, Suède, Danemark, Pays-Bas, Belgique, France, Espagne, Portugal, Italie, Suisse, Allemagne, Autriche, Tchécoslovaquie, Pologne, Yougoslavie, Grèce, Bulgarie, Roumanie, Lituanie, Estonie, Finlande.

‡ Norvège, Danemark, Pays-Bas, Belgique, France, Espagne, Portugal, Italie, Suisse, Allemagne, Tchécoslovaquie, Pologne, Yougoslavie, Grèce, Bulgarie, Roumanie, Finlande.

Dans la période 1943-1945, la dégradation est encore plus importante que pendant les trois premières années et demie de guerre. On peut supposer qu'il ne reste plus que la moitié du cheptel du continent européen.

Des informations sur l'appauvrissement de l'Angleterre pendant la guerre sont disponibles. Le livre blanc anglais publié en 1945 donne les chiffres suivants (voir tableau 4) concernant les changements dans la "richesse en capital".²

TABLEAU 4 **Changements dans la "richesse en capital"** (en millions de livres)

Année	1940	1941	1942	1943	1944	En 5 ans
A l'intérieur	+76	-81	-78	-123	-88	
A l'extérieur	-796	-795	-666	-684	-655	
Total	720	876	744	807	843	3,990

L'augmentation réelle du capital national a été encore plus importante, car le Livre blanc ne donne pas le stock réel de marchandises en prix courants par an. Si l'on tient compte de l'inflation pendant l'année de guerre³ et de la diminution du revenu national pendant le premier semestre de 1945, la somme de la diminution réelle du capital doit être estimée à près d'un milliard de livres.⁴

Cette diminution du *montant de la richesse privée va de pair avec une augmentation des actifs de l'État* formés pendant la guerre par la création d'usines appartenant à l'État à des coûts que nous ignorons. Ces industries de guerre deviendront pour la plupart obsolètes après la guerre et elles ont aujourd'hui peu de valeur.

¹ Brandt, Karl, *The Reconstruction of World Agriculture*, New York, W. W. Norton & Company Inc. 1945, p. 141.

² Le livre blanc sur le revenu et les dépenses nationales 1945, p. 19.

³ Kalecki, *The White Paper on Employment Policy*, *Bulletin of Oxford Institute of Statistics*, 1944, pp. 131-5.

⁴ Selon le *Livre blanc*, une augmentation nette de la richesse privée s'est élevée à 275 millions de livres au cours de l'année 1938.

Les données statistiques officielles fournies par la délégation anglaise lors des négociations sur un prêt américain contenaient les chiffres suivants pour la période allant de septembre 1939 à juin 1945 (voir tableau 5)¹

TABLEAU 5 **Diminution de la richesse nationale britannique entre septembre 1939 et juin 1945**
(en millions de livres sterling)

Vente d'investissements étrangers	1,118
Augmentation de la dette extérieure	2,879
Diminution des réserves d'or, des devises étrangères, etc.	152
Pertes dues aux bombardements	1,480
Remplacement du capital de base	885
Pertes de navires marchands et de cargaisons	700

Avec la diminution des stocks de marchandises, la diminution totale de la richesse nationale a été estimée à 7.300 millions de livres, c'est-à-dire environ un quart de la richesse nationale de l'Angleterre, constituée principalement par des avoirs étrangers.²

Il doit néanmoins être clair que l'Angleterre n'a pas seulement perdu une grande partie de ses avoirs étrangers, mais qu'elle doit également des sommes énormes à d'autres pays. Pendant la guerre, les dettes accumulées envers l'Inde, l'Égypte et d'autres pays s'élevaient à plus de 2 milliards de livres. Les dettes du Prêt-bail ne sont pas incluses. Il est également évident que sans l'exploitation des ressources des autres pays – en important des marchandises ou en payant avec les avoirs étrangers anglais et avec l'aide du crédit étranger – l'appauvrissement réel de l'Angleterre aurait été beaucoup plus important.

Ainsi, la Confédération des employeurs britanniques a déclaré : "Il semble également évident que ce pays sortira de la guerre en tant que pays débiteur, et que nos investissements étrangers – qui, avant la guerre actuelle, jouaient un rôle si vital en aidant à combler l'écart entre le coût de nos importations et la valeur de nos exportations – auront largement cessé d'exister".³

Comme nous l'avons déjà mentionné, les États-Unis constituent un cas exceptionnel parmi les pays belligérants. Les réserves colossales accumulées avant la guerre ont rendu possible la croissance de la production pendant la guerre. La consommation américaine d'armes et de munitions est restée jusqu'au milieu de l'année 1944 relativement insignifiante. Par conséquent, les États-Unis ont pu développer en temps de guerre leurs installations de production en créant de nouvelles usines d'une valeur de plus de 20 milliards de dollars. La production agricole a augmenté et le bétail s'est développé.

En outre, l'utilisation des énormes ressources naturelles qui n'avaient pas encore été explorées a permis de maintenir la richesse nationale intacte, bien qu'une partie importante de la production du pays ait été utilisée pour la production de guerre. L'enquête sur les affaires courantes, c'est-à-dire la voix officielle du département du commerce américain, fournit les données suivantes (voir tableau 6) sur les dépenses de guerre en pourcentage du produit national⁴.

¹ *Livre blanc*, p. 6708, p. 875 ; "The Trade Proposals", "The Washington Documents", in *The Economist*, 15 décembre 1945, p. 853-4, p. 867-73.

² En outre, de nombreux objets de valeur et des fortunes personnelles de personnes riches, notamment des objets d'art, des livres rares, ont été vendus à des pays étrangers, en premier lieu aux États-Unis.

³ *Social Insurance and Allied Services* 1942, p. 7-8.

⁴ Le "produit national brut" est en tout cas beaucoup plus important que le revenu national, car il comprend également la partie amortie du capital constant.

TABLEAU 6 **Dépenses de guerre américaines en pourcentages du produit national**

Année		En %
1941	Premier semestre	8
	Deuxième semestre	13
1942	Premier semestre	26
	Deuxième semestre	39
1943	Premier semestre	44
	Deuxième semestre	43
1944	Premier semestre	44

Le déclin de ce capital de base utilisé pour la production civile a été une réalité pendant la guerre aux États-Unis. Dans un rapport de Truman, il est dit : Pratiquement aucun acier n'est entré dans l'économie civile au cours des deux dernières années, à l'exception de petites quantités destinées à des utilisations essentielles au maintien de la production de guerre, telles que les transports et les machines agricoles".¹

Il doit être clair que les États-Unis sont devenus, contrairement aux pays européens, vraiment plus riches. Mais l'avenir nous dira si cela est également vrai. Beaucoup dépendra aussi de la manière dont les USA pourront adapter les installations construites exclusivement pour la production en temps de guerre à la production en temps de paix et quelle partie sera considérée comme obsolète et donc sans valeur.

La manière dont l'investissement accru de capitaux à des fins de guerre peut contribuer à une augmentation réelle de la richesse nationale après la guerre dépendra de facteurs techniques et économiques.

Techniquement parlant, cela dépendra vraiment de la manière dont les machines, les vêtements, les travaux mécaniques, etc. pourront être utilisés pour la production en temps de paix. Malheureusement, nous ne trouvons pas d'informations authentiques sur ces questions dans la littérature américaine. Le rapport de Truman donne quelques informations sur le temps nécessaire à la transition vers la production en temps de paix, sur les nouveaux investissements en capital requis, mais il n'a pas abordé le problème de l'adaptation technique des moyens de production à la production en temps de paix. Certaines indications nous permettent d'affirmer qu'environ 20 à 25 pour cent des moyens de production ne peuvent être utilisés pour la production en temps de paix.

Dans le rapport annuel 1943 de General Motors, il est dit qu'avant la guerre, l'entreprise possédait 69 000 machines-outils, dont environ 17 000 ne pouvaient pas être utilisées pour la production de guerre et étaient stockées, tandis que 3 000 autres avaient été vendues pour la production de paix.² Il apparaît donc qu'un quart des machines-outils ne pouvait être adapté à la production de guerre. On peut donc supposer que la réadaptation des machines destinées à la production en temps de guerre à celle en temps de paix risque de poser le même problème.

En ce qui concerne les possibilités d'utiliser économiquement le capital de base accumulé pendant la guerre, on peut résolument prévoir que les mêmes raisons qui ont fait que seulement 65 pour cent environ des installations de production ont été utilisées pendant les 20 années précédant la Seconde Guerre mondiale, seront également à l'œuvre après la guerre ; par conséquent, l'utilisation des

¹ *Investigation of the National Defense Program* 1944, p. 91.

² *The Commercial and Financial Chronicle*, 27 mars 1944, p. 1251.

capacités du capital de base effectivement investi sera encore plus faible. Il est donc manifestement faux de prétendre que l'augmentation du capital de base pendant la guerre entraînera également une croissance de la richesse nationale dans les années d'après-guerre.

Comme nous l'avons déjà soutenu, la tendance à l'appauvrissement rencontre maintenant une sérieuse contre-tendance que nous devons étudier dans un autre chapitre.